

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1239

12 mai 2015

SOMMAIRE

| | | | |
|---|--------------|--|--------------|
| CROWN PREMIUM Private Equity V Master Europe S.C.S., SICAF-FIS | 59457 | Iridys | 59443 |
| CROWN PREMIUM Private Equity V Master North America S.C.S., SICAF-FIS ... | 59464 | Jotem S.A. S.P.F. | 59444 |
| Digital Services XXVIII (GP) S.à r.l. | 59437 | Kayado Invest S.A. | 59446 |
| Digital Services XXX (GP) S.à r.l. | 59437 | Kilmun International S.A. | 59426 |
| Digital Services XXXI S.à r.l. | 59438 | K & K Solutions | 59445 |
| Dometic S.à.r.l. | 59438 | La Foncière S.à r.l. | 59447 |
| ECommerce Pay Middle East S.à r.l. | 59439 | Lombardini International S.A. | 59426 |
| ECommerce Taxi Eastern Europe S.à r.l. | 59439 | Löwenstein Medical Luxembourg S.A. ... | 59441 |
| EPF Acquisition Co 38 S.à r.l. | 59448 | Luno S.A. | 59427 |
| European Initiative on Clean, Renewable Energy, Energy Efficiency and Climate Change related to Development SICAV, SIF | 59439 | Luxflat S.A. | 59427 |
| Fondation Luxembourg-El Salvador | 59472 | Mobsat Management S. à r.l. | 59428 |
| GPI (Groupe Privé International) S.à r.l. | 59440 | ODIN LuxCo 13 S.à r.l. | 59430 |
| Havana Club Holding S.A. | 59441 | Orion IV European 33 S.à r.l. | 59430 |
| H+L Löwenstein Luxembourg S.A. | 59441 | Partners Group Global Mezzanine 2007 S.C.A., SICAR | 59432 |
| Ingersoll-Rand Luxembourg United, Sàrl | 59442 | Prime Steel S.A. | 59433 |
| Invidia S.A. | 59442 | Prime Steel S.A. | 59434 |
| | | S&B Minerals Finance S.C.A. | 59434 |
| | | Socialcom Luxembourg S.à r.l. | 59434 |
| | | Target Investments S.A. | 59437 |
| | | The New Generation Dance Arts & The Unity Crew A.s.b.l. | 59435 |

**Kilmun International S.A., Société Anonyme,
(anc. Lombardini International S.A.).**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 52.586.

L'an deux mille quinze, le onze mars.

Par devant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme LOMBARDINI INTERNATIONAL S.A. avec siège social au 50 route d'Esch, L-1470 Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro 52586, constituée suivant acte reçu par Maître Marc Elter, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 23 octobre 1995 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 648 du 20 décembre 1995 (la "Société").

Les statuts de la Société ont été modifiés à plusieurs reprises et en dernier lieu suivant acte reçu par Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster en date du 8 décembre 2006 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 453 du 26 mars 2007.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Giorgio Bianchi, employé privé, demeurant professionnellement au 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Monsieur Antonio Quaratino, employé privé, demeurant professionnellement au 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Samuele Manzoli, architecte, demeurant Via Umberto I, 41B, Calcio (Italie).

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Modification de la dénomination sociale de la Société en KILMUN INTERNATIONAL S.A.
2. Modification subséquente de l'article 1^{er} des statuts de la Société.
3. Divers.

II. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents et les mandataires des actionnaires représentés, a été contrôlée et signée par les membres du bureau.

Resteront annexées aux présentes les éventuelles procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées „ne varietur“ par les comparants, les membres du bureau et le notaire instrumentant aux fins d'enregistrement.

III. Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'assemblée générale des actionnaires décide de modifier la dénomination sociale en KILMUN INTERNATIONAL S.A.

Deuxième résolution:

A la suite de la résolution qui précède, l'article premier des statuts de la Société est modifié et aura la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}**. Il est constitué par les présentes entre les comparants et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme de droit luxembourgeois sous la dénomination de KILMUN INTERNATIONAL S.A.»

Toutes les résolutions qui précèdent ont été prises chacune séparément et à l'unanimité des voix.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président prononce la clôture de l'assemblée.

Frais

Les frais, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la Société et mis à sa charge en raison des présentes, s'élèvent approximativement à la somme de mille cent euros (EUR 1.100).

Pouvoir

Les personnes comparantes es qualité qu'elles agissent donnent par la présente pouvoir à tout clerc et/ou employé de l'étude du notaire soussigné, agissant individuellement, pour rédiger et signer tout acte de modification (faute(s) de frappe(s)) au présent acte.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée de tout ce qui précède à l'assemblée et aux membres du bureau, tous connus du notaire instrumentaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, ces derniers ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Giorgio Bianchi, Antonio Quaratino, Samuele Manzoli, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C.1, le 12 mars 2015. 1LAC / 2015 / 7726. Reçu 75.-€.

Le Receveur (signé): Irène Thill.

- Pour copie conforme - délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 20 mars 2015.

Référence de publication: 2015045204/67.

(150051805) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2015.

Luno S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 139.103.

—
LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu en date du 19 mars 2015, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, tel qu'il a été modifié par la loi du 31 mai 1999, la dissolution et la liquidation de la société suivante:

LUNO SA (B139103) dont le siège social à L- 1628 Luxembourg, 7a, rue des Glacis, a été dénoncé en date du 7 juillet 2010

Le même jugement a nommé juge-commissaire Monsieur Laurent LUCAS, juge au Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, et liquidateur Maître Marguerite RIES, avocat, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leur créance avant le 10 avril 2015 au greffe du Tribunal de Commerce de et à Luxembourg.

Pour extrait conforme

Me Marguerite RIES

Le liquidateur

Référence de publication: 2015045206/19.

(150051928) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2015.

Luxflat S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 15, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 181.949.

Sole resolution taken by the Ordinary General Meeting of shareholders held on March 23, 2015 at the registered office

The Meeting noted and accepted the resignation, as at October 22, 2014, of Mrs. Johanna SCHADECK as Director of the Company.

The Meeting decided to appoint as new Director, and with immediate effect, the company CRB CONSULTING S.à r.l., a private limited liability company, having its registered seat at 46, route de Luxembourg, L-7240 Bereldange (Grand-duchy of Luxembourg), registered with the Luxembourg Trade and Companies Register, section B, under number 184.134, whose permanent representative is Mr. Christophe BLONDEAU, Sole Manager, born on February 28, 1954 in Anvers (Belgium), professionally residing at 46, route de Luxembourg, L-7240 Bereldange.

Its term of office will expire after the annual general meeting of shareholders to be held in 2019.

Suit la traduction française

Résolution unique prise par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires tenue au siège social le 23 mars 2015

L'Assemblée Générale a pris note et a accepté la démission, avec effet au 22 octobre 2014, de Madame Johanna SCHADECK de son mandat d'Administrateur.

L'Assemblée Générale a décidé de nommer comme nouvel Administrateur, avec effet immédiat, la société CRB CONSULTING S.à r.l., société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 46, route de Luxembourg, L-7240 Bereldange

(Grand-Duché de Luxembourg), enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 184.134, et ayant comme représentant permanent Monsieur Christophe BLONDEAU, gérant unique, né le 28 février 1954 à Anvers (Belgique, résidant professionnellement au 46, route de Luxembourg, L-7240 Bereldange.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle à tenir en l'an 2019.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour LUXFLAT S.A.

Référence de publication: 2015045213/28.

(150051819) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2015.

Mobsat Management S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

R.C.S. Luxembourg B 133.515.

In the year two thousand and fifteen, on the twentieth of January.

Before Us Maître Henri Hellinckx, notary residing at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of "Mobsat Management S.à r.l., en liquidation volontaire", a société à responsabilité limitée having its registered office in L-5365 Munsbach, 9, Rue Gabriel Lippmann and registered with the Luxembourg Trade and Companies Registry under number RCS B 133.515 (the "Company"). The Company has been incorporated by a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, dated September 3rd, 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2888 of December 12th, 2007. The Articles of Association have been latest amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary, on May 19th, 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1299 of July 7th, 2009.

The Company was put into a voluntary liquidation by deed of the undersigned notary, on December 19th, 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 660 of March 13th, 2012.

The meeting is presided by Me Mathilde Lattard, professionally residing in Luxembourg, who appoints as secretary and as scrutineer Mr Rémy Demesse, professionally residing in Luxembourg.

The office of the meeting having thus been constituted, the chairman declares and requests the notary to state:

I. That the shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list signed "ne varietur" by the shareholders or their proxies, by the office of the meeting and the notary. The said list as well as the proxies will be registered with this deed.

II. That it appears from the attendance list, that all of the shares are represented. The meeting is therefore regularly constituted and can validly deliberate and decide on the aforesaid agenda of the meeting, of which the shareholders have been informed before the meeting.

III. That the agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1. Change of the registered office of the Company from L-5365 Munsbach, 9, Rue Gabriel Lippmann to L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling and amendment of Article 4, first sentence of the articles of association which will henceforth read as follows:

"The Company has its registered office in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg."

2. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the meeting, the meeting unanimously took the following resolution:

Sole resolution

The meeting decided to change the registered office of the company from L-5365 Munsbach, 9, Rue Gabriel Lippmann to L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling and as a consequence to amend Article 4, first sentence of the articles of association which will be read as follows:

"The Company has its registered office in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg."

Nothing else being on the agenda, the chairman closes the meeting.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith, that on the request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary by their surnames, names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us the notary the present original deed.

Suit la traduction en langue française:

L'an deux mille quinze, le vingt janvier.

Par-devant Nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie

l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée «Mobsat Management S.à r.l., en liquidation volontaire», avec siège social à L-5365 Munsbach, 9, Rue Gabriel Lippmann et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro RCS B 133515. La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg en date du 3 septembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2888 du 12 décembre 2007, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire instrumentant, en date du 19 mai 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1299 du 7 juillet 2009.

La Société a été mise en liquidation volontaire suivant acte notarié du notaire instrumentaire en date du 19 décembre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 660 du 13 mars 2012.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Me Mathilde Lattard, demeurant professionnellement à Luxembourg, qui désigne comme secrétaire et comme scrutateur Mr Rémy Demesse, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, la Présidente expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

I. Que les associés présents ou représentés, les mandataires des associés représentés, ainsi que le nombre de parts sociales qu'ils détiennent, sont indiqués sur une liste de présence signée «ne varietur» par les associés présents, les mandataires des associés représentés, ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentaire. Ladite liste de présence, ainsi que les procurations des associés représentés resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II. Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les associés présents ou représentés se reconnaissent dûment convoqués et déclarant par ailleurs, avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III. Que la présente Assemblée Générale Extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Changement de l'adresse du siège social de la Société de L-5365 Munsbach, 9, Rue Gabriel Lippmann à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, et modification par conséquence de l'article 4, première phrase des statuts de la Société afin de lui donner la teneur suivante:

«Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.»

Ce fait exposé et reconnu exact par l'assemblée, cette dernière, après délibération, a pris la résolution suivante:

Résolution unique

L'assemblée a décidé de changer l'adresse du siège social de la société de L-5365 Munsbach, 9, Rue Gabriel Lippmann à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, et de modifier par conséquence l'article 4, première phrase, des statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

«Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire instrumentaire qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur la demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Il est spécifié qu'en cas de divergences entre la version anglaise et la version Française, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, lesdits comparants ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: M. LATTARD, R. DEMESSE et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 28 janvier 2015. Relation: 1LAC/2015/2574. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 16 mars 2015.

Référence de publication: 2015045238/98.

(150051527) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2015.

**ODIN LuxCo 13 S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Orion IV European 33 S.à r.l.).**

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11/13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 191.663.

In the year two thousand and fifteen, on the twelfth of February,
before us Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

Orion IV European 25 S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), with registered office at 11/13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 189080 (the "Shareholder"),

hereby represented by Mrs Rachel Blaise, residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given on 12 February 2015,

The said proxy shall be annexed to the present deed.

The Shareholder has requested the undersigned notary to record that the Shareholder is the sole shareholder of Orion IV European 33 S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), with registered office at 11/13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a deed of Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg, of 30 October 2014, published in Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of 3 December 2014 number 3685, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 191663 (the "Company"). The articles of incorporation of the Company have not been amended since its incorporation.

The Shareholder, represented as above mentioned, having recognised to be duly and fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1 To change the Company's name into "ODIN LuxCo 13 S.à r.l.".

2 To amend the second (2nd) paragraph of article one (1) of the Company's articles of association in order to reflect the resolution to be adopted under item one (1) of the agenda.

3 To amend the third (3rd) paragraph and fifth (5th) paragraph of article ten (10) of the Company's articles of association in order to allow the delegation of powers to any appointed manager or other officer.

4 Miscellaneous.

The Shareholder has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Shareholder resolves to change the Company's name into "ODIN LuxCo 13 S.à r.l.".

Second resolution

The Shareholder resolves to amend the second (2nd) paragraph of article one (1) of the Company's articles of incorporation which shall forthwith read as follows:

"The Company will exist under the name of ODIN LuxCo 13 S.à r.l.".

Third resolution

The Shareholder resolves to amend the third (3rd) paragraph and fifth (5th) paragraph of article ten (10) of the Company's articles of incorporation which shall forthwith read as follows:

"The board may further delegate specific powers to any manager(s) or other officer(s)."

"Without prejudice to the foregoing powers, all acts binding the Company and all powers and mandates must be signed by any two managers or by any person(s) to whom signatory authority has been delegated by the managers."

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at one thousand two hundred euro (EUR 1,200.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereupon the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, who is known to the undersigned notary by her surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le douze février,

par devant nous Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

Orion IV European 25 S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, ayant un capital social de douze mille cinq cent euros (EUR 12.500,-), dont le siège social est au 11/13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 189080 (l'«Associé»),

représentée aux fins des présentes par Madame Rachel Blaise, demeurant à Luxembourg,

aux termes d'une procuration sous seing privé donnée le 12 février 2015.

La précitée procuration restera annexée aux présentes.

L'Associé a requis le notaire instrumentant d'acter que l'Associé est le seul et unique associé de Orion IV European 33 S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, ayant un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), dont le siège social est au 11/13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée suivant acte de Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 30 octobre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 3685 du 3 décembre 2014 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 191663 (la «Société»). Les statuts n'ont pas été modifiés depuis la constitution de la Société.

L'Associé, représenté comme indiqué ci-avant, reconnaissant avoir été dûment et pleinement informé des décisions à intervenir sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1 Modification de la dénomination de la Société en «ODIN LuxCo 13 S.à r.l.».

2 Modification de l'article premier (1^{er}), deuxième (2e) alinéa, des statuts de la Société de manière à refléter la résolution à adopter au point un (1) de l'ordre du jour.

3 Modification de l'article dix (10), troisième (3e) et cinquième (5e) alinéas, des statuts de la Société afin de permettre la délégation de pouvoirs à tout gérant ou fondé de pouvoir nommé.

4 Divers.

L'Associé a requis le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé décide de modifier la dénomination de la Société en «ODIN LuxCo 13 S.à r.l.».

Deuxième résolution

L'Associé décide de modifier l'article premier (1^{er}), deuxième (2^{ème}) alinéa des statuts de la Société qui sera dorénavant rédigé comme suit:

«La Société existe sous la dénomination de ODIN LuxCo 13 S.à r.l.».

Troisième résolution

L'Associé décide de modifier l'article dix (10), troisième (3^e) et cinquième (5^e) alinéas des statuts de la Société qui seront dorénavant rédigés comme suit:

«Il peut aussi déléguer des pouvoirs spécifiques à tout gérant(s) et fondé(s) de pouvoirs.

«Sans préjudice des pouvoirs de délégation susmentionnés, tous les actes qui engagent la Société, tous les pouvoirs et toutes les procurations doivent être signés par deux gérants, ou par la/les personne(s) à qui un pouvoir de signature aura été délégué par les gérants.»

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont évalués à mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du même comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au comparant connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec, le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: R. Blaise, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 18 février 2015. GAC/2015/1364. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): C. PIERRET.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 23 mars 2015.

Référence de publication: 2015045301/116.

(150051821) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2015.

Partners Group Global Mezzanine 2007 S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 2, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 122.458.

Im Jahre zweitausendundfünfzehn, den elften März.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri HELLINCKX, mit dem Amtswohnsitz in Luxemburg, Grossherzogtum Luxemburg.

IST ERSCHIENEN:

Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung Partners Group Management III S.à r.l., mit Sitz in L-2180 Luxembourg, 2, rue Jean Monnet, H.G.R. Luxembourg Nummer B 163.994,

hier ordnungsgemäss vertreten durch Frau Arlette Siebenaler, Privatangestellte, beruflich ansässig in Luxemburg, auf Grund eines Zirkularbeschlusses der Partners Group Management III S.à r.l., welcher gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt bleibt.

Die Komparentin handelt in ihrer Eigenschaft als Manager der Kommanditaktiengesellschaft Partners Group Global Mezzanine 2007 S.C.A., SICAR, mit Sitz in L-2180 Luxembourg, 2, rue Jean Monnet.

Die Komparentin, handelnd wie vorerwähnt, hat den amtierenden Notar ersucht folgende Feststellungen zu beurkunden:

I - Die Gesellschaft Partners Group Global Mezzanine 2007 S.C.A., SICAR (hiernach "Gesellschaft"), mit Sitz in L-2180 Luxembourg, 2, rue Jean Monnet, H.G.R. Luxembourg Nummer B 122.458, wurde gegründet gemäss Urkunde aufgenommen durch Notar Henri HELLINCKX, mit dem Amtssitz in Luxemburg, am 8. Dezember 2006, veröffentlicht im Memorial C Nummer 2420 vom 28. Dezember 2006, und deren Satzung wurde zuletzt abgeändert durch Urkunde des unterzeichneten Notars vom 27. August 2014, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 3223 vom 3. November 2014.

II.- Die Gesellschaft hat ein Aktienkapital von EUR 4.478.370,10 (vier Millionen vierhundertachtundsiebzigtausend-dreihundertsiebzig Euro und zehn Cent) eingeteilt in

4.073.501,270 (vier Millionen dreiundsiebzigtausendfünfhunderteins Komma zweisiebennull) Manager-Aktien und

404.868,830 (vierhundertviertausendachtundachtundsechzig Komma achtdreinnull) Vorzugsaktien mit einem Nominalwert von einem Euro (1,-EUR) pro Aktie."

III.- Die Gesellschaft hat ein genehmigtes Aktienkapital von zehn Millionen Euro (10.000.000,- EUR) und ist aufgeteilt in:

- fünf Millionen (5.000.000) Vorzugsaktien mit einem Nominalwert von einem Euro (1,- EUR) pro Aktie; und

- fünf Millionen (5.000.000) Manager-Aktien mit einem Nominalwert von einem Euro (1,- EUR) pro Aktie.

IV.- Artikel 5 der Satzung, welcher die Voraussetzungen für ein genehmigtes Kapital schafft, beinhaltet folgende sachdienliche Angaben:

Der Manager ist berechtigt, im Rahmen der betraglichen Begrenzung des genehmigten Aktienkapitals Aktien wie folgt auszugeben:

- jede Vorzugsaktie wird zu einem Zeichnungspreis von insgesamt ein tausend Euro (1.000,- EUR) ausgegeben (d.h. Nominalwert von 1,- EUR zuzüglich Emissionsagio von 999,- EUR); und

- jede Manager-Aktie wird zu einem Zeichnungsbetrag von einem Euro (1,- EUR) zuzüglich Emissionsagio von null (0) bis einem (1,-) Euro ausgegeben.

Die Gesamtsumme der von einem Gesellschaftsinvestor an die Gesellschaft getätigten Zahlungen (d.h. Nominalwert und Emissionsagio) werden als "Kapitaleinlagen" bezeichnet.

Der Manager kann im Rahmen des genehmigten Aktienkapitals bis zum 14. August 2018 Aktien ausgeben. Diese Periode kann jedoch durch einen gemäß Artikel 103 (sowie den folgenden damit in Verbindung stehenden Artikeln) und Artikel 67-1 des Luxemburger Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, in der jeweils geänderten Fassung, (das"1915 Gesetz") zu fassenden Aktionärsbeschluss verlängert werden.

Der im Namen der Gesellschaft handelnde Manager verfügt über eine umfassende Kompetenz, das Vorgehen bei der Aufnahme von Investoren, bei Kapitalabrufen und bei Zahlungen, die auf Kapitalabrufe folgen, zu regeln.

V.- Gemäß Beschluss vom 28. November 2014 hat der Manager entschieden, im Rahmen des genehmigten Kapitals, das Gesellschaftskapital um EUR 174.255,58 (einhundertvierundsiebzigtausend zweihundertfünfundfünfzig Euro achtundfünfzig Cent) zu erhöhen, durch die Ausgabe von:

- 160.000 (einhundertsechzigtausend) Manager-Aktien mit einem Nominalwert von je einem Euro (1,- EUR), ausgegeben ohne Emissionsagio;
- 14.255,580 (vierzehntausend zweihundertfünfundfünfzigtausend Komma fünfhundertachtzig) neuen Vorzugsaktien mit einem Nominalwert von je einem Euro (1,- EUR), ausgegeben mit einem Emissionsagio von EUR 999.- (neunhundertneunundneunzig Euro).

Die Zeichnung und die Einzahlung der neuen Aktien ergeben sich aus den Zeichnungs- und Einzahlungsbelegen übermittelt durch die Komparentin, vertreten wie vorerwähnt, und der Nachweis wurde dem unterzeichneten Notar erbracht, dass die Gesellschaft von den Zeichnern im Verhältnis ihrer Zeichnung, den Gesamtbetrag erhalten hat.

VI.- Dass aufgrund der oben genannten Beschlüsse und Entscheidungen, der Manager beschliesst Paragraph (b) von Artikel 5 der Satzung abzuändern um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

" Art. 5. Aktienkapital. (Paragraph b).

(b) Die Gesellschaft hat ein Aktienkapital von EUR 4.652.625,68 (vier Millionen sechshundertzweiundfünfzigtausend sechshundertfünfundzwanzig Euro achtundsechzig Cent) eingeteilt in

4.233.501,270 (vier Millionen zweihundertdreiunddreissigtausend fünfhundert eins Komma zweiseibennull) Manager-Aktien und

419.124,410 (vierhundertneunzehntausend einhundertvierundzwanzig Komma viereinsnull) Vorzugsaktien mit einem Nominalwert von einem Euro (1,-EUR) pro Aktie."

Englische Version von Artikel, Paragraph b)

Art. 5. Share capital (paragraph b).

(b) The Corporation has a capital of EUR 4,652,625.68 (four million six hundred and fifty-two thousand six hundred and twenty-five euros and sixty-eight cents) represented by

4,233,501.270 (four million two hundred and thirty-three thousand five hundred and one point two seven zero) Manager Shares and

419,124.410 (four hundred and nineteen thousand one hundred and twenty-four point four one zero) Ordinary Shares of a par value of EUR 1.-(one Euro) per Share.

Kosten

Die der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde anfallenden Kosten, Honorare und Auslagen werden auf ungefähr EUR 6.500.- abgeschätzt.

WORÜBER URKUNDE, errichtet wurde in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Erschienenen, dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: A. SIEBENALER und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 18 mars 2015. Relation: 1LAC/2015/8426. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 23. März 2015.

Référence de publication: 2015045323/91.

(150051400) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2015.

Prime Steel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 55.108.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015045339/9.

(150051620) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2015.

Prime Steel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 55.108.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015045340/9.

(150051621) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2015.

S&B Minerals Finance S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 178.488.

Die koordinierte Satzung vom 26/02/2015 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 19/03/2015.

Me Cosita Delvaux

Notar

Référence de publication: 2015045366/12.

(150051344) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2015.

Socialcom Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2214 Dommeldange, 5, rue Nennig.

R.C.S. Luxembourg B 183.839.

L'an deux mille quinze, le six mars.

Pardevant Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Ont comparu:

1. Olivier VIAUD, indépendant, demeurant à B-1180 Uccle (Belgique), 32, avenue de l'Observatoire,
2. Baudouin de TROOSTEMBERGH, indépendant, demeurant à B-1000 Bruxelles (Belgique), 21, rue du Berceau,
associés de la société Socialcom Luxembourg S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-8295 Keispelt, 2, rue de Kehlen, constituée suivant acte du notaire instrumentant en date du 8 janvier 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Numéro 709 du 19 mars 2014, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B183.839.

Les comparants sub 1) et sub 2) sont représentés par M. Quentin LE GUEN, gérant d'entreprise, demeurant professionnellement à L-2214 Dommeldange, 5, rue Nennig, en vertu de deux procurations sous seing privé, lui délivrées en date du 3 mars 2015,

lesquelles procurations, après avoir été signées ne varietur par le notaire instrumentant et par les comparants, resteront annexées au présent acte pour être soumises aux formalités de l'Enregistrement.

Les comparants, représentés comme il est dit, prennent les résolutions suivantes:

Première résolution

Ils décident de transférer le siège social de la société de Keispelt à Dommeldange, et par conséquent de modifier l'article 2 des statuts, lequel aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 2.** Le siège social de la société est établi dans la commune de Luxembourg."

Deuxième résolution

Ils fixent l'adresse de la société à L-2214 Dommeldange, 5, rue Nennig.

Troisième résolution

Les comparants décident de nommer gérant technique de la société, pour une durée illimitée, Quentin LE GUEN, gérant d'entreprise, demeurant professionnellement à L-2214 Dommeldange, 5, rue Nennig.

Quatrième résolution

Suite à la résolution qui précède, les comparants décident de se nommer gérants administratifs de la société.

Cinquième résolution

Les comparants décident de modifier le pouvoir de signature comme suit: La société sera engagée par la signature conjointe du gérant technique et d'un des gérants administratifs.

Finalement, plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance est levée.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, représentés comme il est dit, connus du notaire par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: LE GUEN, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 13 mars 2015. Relation: 1LAC / 2015 / 7919. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives

Luxembourg, le 23 mars 2015.

Référence de publication: 2015045377/46.

(150051793) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2015.

The New Generation Dance Arts & The Unity Crew A.s.b.l., Association sans but lucratif.

Siège social: L-9258 Diekirch, 48, rue Kowalsky.

R.C.S. Luxembourg F 10.330.

—
STATUTS

1. Chiara Antunes Ribeiro

Profession: étudiante

2a, Loumillewee, L-9175 Niederfeulen

Nationalité: Portugaise

Date de naissance: 14.02.1995

Lieu de naissance: Ettelbruck

Numéro de téléphone: 621 338 756

2. Joanna Lopes Fernandes

Profession: étudiante

33, an der Deckt L-9841 Wahlhausen

Nationalité: Luxembourgeoise

Date de naissance: 10.06.1995

Lieu de naissance: Ettelbruck

Numéro de téléphone: 691 216 111

3. Priscilla Pina de Carvalho,

Profession: Aide Sociale éducative

1 rue du Fosse L-7773 Bissen

Nationalité: Portugaise

Date de naissance: 17.10.1995

Lieu de naissance: Ettelbruck

Numéro de téléphone: 691 692 972

Art. 1^{er}. L'association porte la dénomination de The New Génération Dance Arts & The Unity Crew A.s.b.l.

Art. 2. L'association a pour objet de créer une école de danse pour tout âge. Notre but est d'attirer le plus de gens et aussi de donner une occupation positive aux jeunes pour qu'ils apprennent à coopérer en groupe et surtout qu'ils ne soient pas influencés par les mauvais chemins de la rue. De plus, on pourra leurs apprendre un nouveau style de danse, tout en convivant dans une atmosphère de bonne humeur et d'union. Pour nous, il est aussi important de montrer à quel point la danse peut influencer positivement la vie des gens.

Art. 3. L'association a son siège social à Diekirch. Le siège social peut être transféré à n'importe quel endroit au Grand-Duché de Luxembourg, par simple décision du conseil d'administration.

Art. 4. La durée de l'association est indéterminée.

Art. 5. L'exercice social coïncide avec l'année civile.

Art. 6. Toute personne physique ou morale désirant faire partie de l'association doit présenter une demande d'adhésion écrite au conseil d'administration, qui procède à l'examen de la demande et s'entoure de tous les éléments d'appréciation nécessaires pour prendre sa décision. Le conseil d'administration décide souverainement et n'est pas obligé de faire connaître les motifs pour lesquels l'adhésion aura, le cas échéant, été refusée.

Art. 7. Le nombre minimum des membres associés est de trois.

Art. 8. Tout membre peut quitter l'association en adressant par lettre recommandée sa démission au conseil d'administration 3 mois en avance.

Art. 9. L'assemblée générale a tous les pouvoirs que la loi ou les présents statuts n'ont pas attribués à un autre organe de l'association.

L'assemblée générale se réunit au moins une fois par année civile, sur convocation du président du conseil d'administration, adressée un mois à l'avance par lettre circulaire à tous les membres de l'association.

Les résolutions de l'assemblée générale seront portées à la connaissance des membres et des tiers par lettre circulaire ou par tout autre moyen approprié.

Art. 10. Les résolutions pourront être prises en dehors de l'ordre du jour, à condition toutefois que l'assemblée générale y consente à la majorité de deux tiers des membres présents ou représentés.

Art. 11. Tout associé peut être exclu par le conseil d'administration, en cas d'infraction grave aux présents statuts, en cas de manquement important à ses obligations envers l'association, constatés par le conseil d'administration.

Art. 12. L'association est gérée par un conseil d'administration composé de 3 membres au moins, élus par l'assemblée générale.

Art. 13. Le conseil d'administration se réunit chaque fois que les intérêts de l'association l'exigent. De même, le conseil d'administration doit se réunir à la demande de deux tiers de ses membres ou à la demande de son président.

Les membres du conseil d'administration sont convoqués par simple lettre.

Art. 14. La signature conjointe de deux membres du conseil d'administration engage l'association.

Art. 15. Le conseil d'administration peut, sous sa responsabilité, déléguer pour des affaires particulières ses pouvoirs à un de ses membres ou à un tiers.

Art. 16. Les membres fondateurs, de même que tout nouveau membre de l'Association, seront tenus de payer une contribution dont le montant est fixé par l'assemblée générale. Cette contribution ne sera pas restituée en cas de désistement d'un membre.

Art. 17. La cotisation annuelle maxima pouvant être exigée des membres est fixée périodiquement par l'assemblée générale.

Art. 18. Le conseil d'administration établit le compte des recettes et des dépenses de l'exercice social et le soumet pour approbation à l'assemblée générale annuelle ensemble avec un projet de budget pour l'exercice suivant.

Art. 19. L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications à apporter aux statuts que si celles-ci sont expressément indiquées dans l'avis de convocation et si l'assemblée générale réunit au moins deux tiers des membres.

Art. 20. Les modifications des statuts ainsi que leur publication s'opèrent conformément aux dispositions afférentes de la loi du 21 avril 1928, telle que modifiée.

Art. 21. La dissolution et la liquidation de l'association s'opèrent conformément aux dispositions.

Art. 22. En cas de dissolution de l'association, son patrimoine sera affecté à une association à designer par l'assemblée générale.

Art. 23. Pour tous les points non réglés par les présents statuts, les comparants déclarent expressément se soumettre aux dispositions de la loi du 21 avril 1928, telle que modifiée.

Art. 24.

Président: Chiara ANTUNES RIBEIRO

Vice-président: Joanna LOPES FERNANDES

Trésorier: Priscilla PINA DE CARVALHO

Niederfeulen, le 23 mars 2015.

Chiara ANTUNES RIBEIRO / Joanna LOPES FERNANDES / Priscilla PINA DE CARVALHO

Président / Vice-président / Trésorier

Référence de publication: 2015045432/88.

(150051693) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2015.

Target Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 55-57, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 117.795.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 9 février 2015

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de la Société tenue en date du 9 février 2015 que:

«Première décision

L'Assemblée décide de nommer en tant qu'administrateur de la Société Monsieur Pascal Robinet, né le 21 mai 1950 à Charleville, France, demeurant au 5, rue d'Arlon, L-7412 Bour, avec effet immédiat et jusqu'à l'assemblée générale de l'année 2017.

Deuxième décision

L'Assemblée décide de transférer le siège social de la Société de L-2163 Luxembourg, 40, Avenue Monterey au L-2146 Luxembourg, 55-57, rue de Merl.»

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 mars 2015.

*Pour la Société**Signature**Un mandataire*

Référence de publication: 2015045444/21.

(150051776) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2015.

Digital Services XXVIII (GP) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 188.565.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 19 février 2015

En date du 19 février 2015, l'associé unique de la Société a pris la résolution suivante:

- de nommer Monsieur Julien DE MAYER, né le 9 avril 1982 à Etterbeek, Belgique, résidant professionnellement à l'adresse suivante: 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, en tant que nouveau gérant de catégorie B de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

En conséquence, le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Monsieur Christian SENITZ, gérant de catégorie A
- Monsieur Ulrich BINNINGER, gérant de catégorie B
- Monsieur Julien DE MAYER, gérant de catégorie B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 mars 2015.

Digital Services XXVIII (GP) S.à r.l.

Référence de publication: 2015045692/20.

(150052281) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2015.

Digital Services XXX (GP) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 188.571.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 19 février 2015

En date du 19 février 2015, l'associé unique de la Société a pris la résolution suivante:

- de nommer Monsieur Julien DE MAYER, né le 9 avril 1982 à Etterbeek, Belgique, résidant professionnellement à l'adresse suivante: 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, en tant que nouveau gérant de catégorie B de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

En conséquence, le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Monsieur Christian SENITZ, gérant de catégorie A
- Monsieur Ulrich BINNINGER, gérant de catégorie B
- Monsieur Julien DE MAYER, gérant de catégorie B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 mars 2015.

Digital Services XXX (GP) S.à r.l.

Référence de publication: 2015045694/20.

(150052255) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2015.

Digital Services XXXI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 188.494.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 23 février 2015

En date du 23 février 2015, l'associé unique de la Société a pris la résolution suivante:

- de nommer Monsieur Julien DE MAYER, né le 9 avril 1982 à Etterbeek, Belgique, résidant professionnellement à l'adresse suivante: 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, en tant que nouveau gérant de catégorie B de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

En conséquence, le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Monsieur Christian SENITZ, gérant de catégorie A
- Monsieur Ulrich BINNINGER, gérant de catégorie B
- Monsieur Julien DE MAYER, gérant de catégorie B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 mars 2015.

Digital Services XXXI S.à r.l.

Référence de publication: 2015045696/20.

(150052156) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2015.

Dometic S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.500.000,00.

Siège social: L-9809 Hosingen, 17, Op der Hei.

R.C.S. Luxembourg B 91.535.

Extrait des décisions de l'associé unique de la Société adoptées par écrit le 20 mars 2015

L'associé unique de la Société a décidé de nommer avec effet immédiat Rajendran Ayadurai, dont l'adresse se situe à Navis Capital Partner, Level 17, Axiata Tower, No. 9 Jalan Stesen Sentral V, Kuala Lumpur Sentral, 50470 Kuala Lumpur, Malaisie, en tant que gérant de la Société pour une durée indéterminée.

En conséquence de ce qui précède, en date du 20 mars 2015, le conseil de gérance de la Société se compose comme suit:

- Luc Provost, gérant;
- Michael John Octoman, gérant;
- Ashish Agarwal, gérant;
- Jesal Doshi, gérant;
- Pascal Henri Jules Léon Vannier, gérant; et
- Rajendran Ayadurai, gérant.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DOMETIC S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015045719/23.

(150052759) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2015.

European Initiative on Clean, Renewable Energy, Energy Efficiency and Climate Change related to Development SICAV, SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 137.478.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée générale Extraordinaire tenue en date du 6 mars 2015

En date du 6 mars 2015, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé:

- d'accepter la démission, avec effet au 6 mars 2015, de Monsieur Even Stormoen en qualité d'Administrateur,
- de nommer Madame Kari Maren Bjornsgaard, 7 Juni Plassen, 0032 Oslo, Norvège avec effet au 6 mars 2015, en qualité d'Administrateur, jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2016, en remplacement de Monsieur Even Stormoen, démissionnaire,
- d'accepter la démission, avec effet au 5 mars 2015, de Monsieur Pier Luigi Gilibert en qualité d'Administrateur,
- de nommer Monsieur Ioannis Tsakiris, 37B Avenue J.F. Kennedy, 2968 Luxembourg avec effet au 5 mars 2015, en qualité d'Administrateur, jusqu'à ce que la Commission Européenne soit nommée administrateur avec comme représentant permanent Monsieur Ioannis Tsakiris, sous réserve de l'accord de la Commission de Surveillance du Secteur Financier, en remplacement de Monsieur Pier Luigi Gilibert, démissionnaire.

Luxembourg, le 23 mars 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour European Initiative on Clean, Renewable Energy, Energy Efficiency and Climate Change related to Development SICAV, SIF CACEIS Bank Luxembourg

Référence de publication: 2015045728/23.

(150052222) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2015.

ECommerce Pay Middle East S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 184.716.

—
Extrait des résolutions prises par les associés de la Société en date du 19 mars 2015

En date du 19 mars 2015, les associés de la Société ont pris la résolution suivante:

- de nommer Monsieur Julien DE MAYER, né le 9 avril 1982 à Etterbeek, Belgique, résidant professionnellement à l'adresse suivante: 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, en tant que nouveau gérant de catégorie B de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

En conséquence, le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Monsieur Christian SENITZ, gérant de catégorie A
- Monsieur Ulrich BINNINGER, gérant de catégorie B
- Monsieur Julien DE MAYER, gérant de catégorie B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 mars 2015.

ECommerce Pay Middle East S.à r.l.

Référence de publication: 2015045733/20.

(150052349) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2015.

ECommerce Taxi Eastern Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 17.500,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 184.673.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 19 février 2015

En date du 19 février 2015, l'associé unique de la Société a pris la résolution suivante:

- de nommer Monsieur Julien DE MAYER, né le 9 avril 1982 à Etterbeek, Belgique, résidant professionnellement à l'adresse suivante: 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, en tant que nouveau gérant de catégorie B de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

En conséquence, le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Monsieur Christian SENITZ, gérant de catégorie A
- Monsieur Ulrich BINNINGER, gérant de catégorie B
- Monsieur Julien DE MAYER, gérant de catégorie B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 mars 2015.

ECommerce Taxi Eastern Europe S.à r.l.

Référence de publication: 2015045734/20.

(150052190) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2015.

GPI (Groupe Privé International) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6555 Bollendorf-Pont, 56, Gruuswiss.

R.C.S. Luxembourg B 191.214.

L'an deux mil quinze, le vingt-sept février.

Pardevant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU

1) Monsieur Patrick Paul BRUNET, gérant de société, né le 21 mars 1961 à Arles (France), demeurant professionnellement à L-2135 Luxembourg,

2) Madame Sylvie Carole NOVOA, gérante de société, née le 22 janvier 1966, à Béziers (France), demeurant professionnellement à L-2135 Luxembourg,

(ci-après désignés ensemble en tant que les «associés» ou les «parties comparantes»),

Les parties comparantes sont les associés de la Société à responsabilité limitée GPI (Groupe Privé International) S.à r.l., ayant son siège social au 10, Fond Saint Martin, L-2135 Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 191214,

constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 16 octobre 2014, publié au Mémorial C Recueil Spécial des Sociétés et Associations (ci-après le Mémorial C) numéro 3487 du 21 novembre 2014; et dont les statuts n'ont jamais été modifiés.

Les associés pré qualifiés, détenant l'ensemble des MILLE DEUX CENT CINQUANTE (1250) parts sociales de la société, ont prié le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

Résolution unique

Les associés décident de transférer le siège social de la Société de son adresse actuelle pour l'établir au 56, Gruuswiss L-6555 Bollendorf-Pont.

Les associés décident de procéder à la modification subséquente de l'article 4 des statuts qui se lira désormais comme suit:

« **Art. 4.** Le siège social est établi dans la Commune de Berdorf (Grand Duché de Luxembourg).»

Frais

Les frais et honoraires incombant à la société à raison des présentes sont évalués à la somme de mille trois cents cinquante euros (1.350,00 €).

A l'égard du notaire instrumentant, toutes les parties comparantes et/ou signataires des présentes se reconnaissent solidairement et indivisiblement tenues du paiement des frais, dépenses et honoraires découlant des présentes.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Pétange, date qu'en tête des présentes.

Lecture faite aux parties comparantes et à leur(s) représentant(s), tous connus du notaire instrumentant par leur nom, prénom, état et demeure, ils ont tous signé avec le notaire le présent acte.

Signés: P. BRUNET, S. NOVOA, K REUTER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 3 mars 2015. Relation: EAC/2015/5006. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-.

Le Releveur (signé): SANTIONI M. HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME.

LUXEMBOURG, le 24 mars 2015.

Référence de publication: 2015045819/43.

(150052205) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2015.

**Löwenstein Medical Luxembourg S.A., Société Anonyme,
(anc. H+L Löwenstein Luxembourg S.A.).**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 184.109.

Im Jahre zweitausendundfünfzehn, am achtzehnten März.

Vor Notar Henri HELLINCKX, mit Amtssitz zu Luxemburg

Sind die Aktionäre der „H+L Löwenstein Luxembourg S.A.“, Aktiengesellschaft mit Sitz zu Luxemburg, zu einer außerordentlichen Generalversammlung zusammen getreten. Die Gesellschaft wurde gegründet Urkunde des unterzeichneten Notars vom 17. Januar 2014, veröffentlicht im Mémorial, Recueil Spécial C, Nummer 804 vom 28. März 2014.

Den Vorsitz der Versammlung führt Herrn Reinhard Löwenstein, wohnhaft in D-56130 Bad Ems, Auf der Hardt 52.

Der Vorsitzende bestellt zum Schriftführer und die Versammlung wählt zum Stimmzähler Herrn Carsten Beul, Rechtsanwalt/Steuerberater/Wirtschaftsprüfer, wohnhaft in Neuwied.

Sodann gab der Vorsitzende folgende Erklärungen ab:

I. - Die 310 (dreihundertzehn) ausgegebenen Aktien sind Namensaktien und in einem Aktienregister eingetragen

II. - Aus einer durch die Gesellschafter beziehungsweise deren Bevollmächtigten gezeichneten Anwesenheitsliste ergibt sich die Anwesenheit beziehungsweise Vertretung sämtlicher Aktionäre, so dass von den gesetzlichen vorgesehenen Einberufungsformalitäten abgesehen werden konnte. Die Anwesenheitsliste bleibt gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt.

III. - Die Versammlung ist demnach ordentlich zusammengesetzt und kann rechtsgültig über die Tagesordnung bestimmen, die den Gesellschaftern vor der Versammlung mitgeteilt worden war.

III. - Diese Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

Tagesordnung

- 1) Abänderung der Bezeichnung der Gesellschaft in „Löwenstein Medical Luxembourg S.A.“
- 2) Abänderung von Artikel 1 der Satzung.

Sodann traf die Versammlung nach Beratung einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss:

Die Generalversammlung beschließt die Bezeichnung der Gesellschaft in „Löwenstein Medical Luxembourg S.A.“ abzuändern.

Zweiter Beschluss

Infolge der vorhergehenden Beschlüsse wird Artikel 1, Absatz 1, der Satzung wie folgt abgeändert:

Art. 1. (Absatz 1). „Unter der Bezeichnung „Löwenstein Medical Luxembourg S.A.“ besteht eine Aktiengesellschaft.“
Da somit die Tagesordnung erledigt ist, hebt der Vorsitzende die Versammlung auf.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen und geschlossen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Erschienenen, alle dem Notar nach Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben alle mit Uns Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: R. LÖWENSTEIN, C. BEUL und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 19 mars 2015. Relation: 1LAC/2015/8558. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 24. März 2015.

Référence de publication: 2015045825/43.

(150052391) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2015.

Havana Club Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 45.633.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire du 18 février 2015

1. L'Assemblée accepte la démission en tant qu'Administrateur de HAVANA CLUB HOLDING S.A., de Monsieur Pierre Pringuet, avec adresse professionnelle au 15, Avenue Robert Schuman, F-75007 Paris, avec effet au 11 février 2015.

2. L'Assemblée nomme en remplacement de l'Administrateur démissionnaire, Monsieur Alexandre Ricard, avec adresse professionnelle au 20, Chaussée de la Muette, F-75016 Paris. Son mandat a pris effet le 11 février 2015 et se terminera lors de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2019 qui se tiendra en 2020.

Le Conseil d'administration se compose dès lors comme suit:

- Alexandre Ricard, demeurant, 20, Chaussée de la Muette, F-75016 Paris
- Gilles Bogaert, demeurant 18, Avenue Mary, F-92500 Rueil Malmaison, France
- Juan Gonzalez Escalona, demeurant 1708, Calle 200, Playa Ciudad Habana à Cuba
- María Iluminada Cachón Ruiz, demeurant, Calle 200 No. 1708 e/ 17 y 19, Atabey, Playa, La Habana, Cuba

Luxembourg, le 18 février 2015.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015045838/21.

(150052326) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2015.

Ingersoll-Rand Luxembourg United, Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 125.000,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 90.054.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 20 mars 2015 que:

- La démission de Monsieur Livio GAMBARDELLA, gérant de la Société, avec effet au 20 mars 2015, a été acceptée;
- Monsieur Mark LEE, né le 18 novembre 1985 à Manille, Philippines, demeurant professionnellement au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, a été nommé gérant de la Société, avec effet au 20 mars 2015 et pour une durée illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 mars 2015.

Référence de publication: 2015045877/15.

(150052037) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2015.

Invidia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1463 Luxembourg, 29, rue du Fort Elisabeth.

R.C.S. Luxembourg B 148.592.

1. Conformément à la Section XIV et plus particulièrement aux articles 278 et suivants de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, sur les sociétés commerciales (la «Loi») un projet de fusion a été établi par acte notarié en date du 23 janvier 2015, en vue de la fusion par absorption de la société NEMESIS CONSULTING S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social à L-1471 Luxembourg, 278, route d'Esch, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 148.593 (la «Société Absorbée»), par INVIDIA S.A., une société anonyme ayant son siège social à L-1463 Luxembourg, 29, rue du Fort Elisabeth, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 148.592 (la «Société Absorbante») détenant 100% des actions de la Société Absorbée.

2. Ce projet de fusion a été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 363 du 11 février 2015.

3. Comme indiqué au point 9) du prédit projet de fusion, les actionnaires de la Société Absorbante ont eu le droit, pendant un mois à compter de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du prédit projet de fusion, de prendre connaissance, au siège social de la Société Absorbante, des documents indiqués à l'article 267, paragraphe (1) a), b) et c) de la Loi et ils ont pu, sur demande, en obtenir copie intégrale sans frais.

4. Comme indiqué au point 10) du prédit projet de fusion, un ou plusieurs actionnaires de la Société Absorbante disposant d'au moins 5% du capital souscrit ont eu le droit de requérir pendant un délai d'au moins un mois à compter de la date de publication du projet de fusion au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, la convocation d'une assemblée générale de la Société Absorbante appelée à se prononcer sur l'approbation de la fusion, faute de quoi la fusion est réputée définitivement réalisée avec effet au 11 mars 2015.

5. Il résulte d'un certificat émis par INVIDIA S.A. que tous les documents prévus sub 3) ont été déposés au siège social de la Société Absorbante et qu'aucune convocation à une assemblée générale n'a été requise dans le délai ci-dessus indiqué.

6. Par conséquent et conformément à la Loi et au projet de fusion, la fusion est devenue définitive entre les parties avec effet au 11 mars 2015.

7. Que la Société Absorbée a dès lors cessé d'exister.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2. le 17 mars 2015. Relation: 2LAC/2015/5731. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): ... KIEFER.
Joëlle BADEN.

Référence de publication: 2015045882/34.

(150052136) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2015.

Iridys, Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 30.663.

DISSOLUTION

L'an deux mil quinze, le douze mars.

Pardevant Maître Martine DECKER, notaire de résidence à Hesperange.

A comparu:

- Madame Danielle De Petter, administrateur de sociétés, née le 15 novembre 1951 à Etterbeek (Belgique), demeurant à B-1490 Court St. Etienne, 17, rue Sambrée,

ici représentée par Madame Géraldine Nucera, employée, demeurant professionnellement à Hesperange, en vertu d'une procuration sous seing privé délivrée le 23 janvier 2015,

laquelle procuration, après avoir été paraphée «ne varietur» par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

Laquelle comparante, par son mandataire, a exposé au notaire instrumentant et l'a prié d'acter ce qui suit:

Que la société anonyme "Iridys", établie et ayant son siège social à L-1413 Luxembourg, 3, Place Dargent, (ci-après la «Société»), a été constituée suivant acte reçu par Maître André Schwachtgen, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 28 avril 1989, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Numéro 295 du 16 octobre 1989, dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois en date du 22 mai 2002 suivant acte sous seing privé en accord avec la loi du 10 décembre 1998, publié audit Mémorial C, Numéro 1431 du 3 octobre 2002.

Qu'elle est inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 30.663.

Que le capital social de la Société fixé à trente mille neuf cent quatre-vingt-six euros et soixante-neuf cents (30.986,69-EUR), représenté par cent vingt-cinq (125) actions sans désignation de valeur nominale entièrement libérées.

Que la Société ne possède pas d'immeuble, ni de parts d'immeuble;

Que la comparante est devenue la seule propriétaire de la totalité des actions de la Société préqualifiée.

Que la comparante représentant l'intégralité du capital social, en tant qu'actionnaire unique décide la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat.

Qu'elle déclare avoir pleine connaissance des statuts de la Société et en connaître parfaitement la situation financière.

En sa qualité de liquidateur de la Société, elle déclare:

Que le passif connu de la Société a été payé ou provisionné, qu'elle se trouve investie de tout l'actif et s'engage expressément à prendre, en charge tout passif pouvant éventuellement encore exister à charge de la Société et impayé, connu ou inconnu à ce jour, avant tout paiement à sa personne;

Que partant, la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée.

Que décharge pleine et entière est donnée aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour leurs mandats jusqu'à ce jour.

Que les livres et documents de la Société seront conservés pendant une durée de cinq années à l'ancien siège de la Société.

Qu'il sera procédé à l'annulation du registre aux actions de la Société.

Toutefois, aucune confusion de patrimoine entre la société dissoute et l'avoir social de ou remboursement à l'actionnaire unique ne pourra se faire avant l'expiration du délai de trente jours à compter de la publication du présent acte (article 69 (2) de la loi sur les sociétés commerciales) et sous réserve qu'aucun créancier de la Société présentement dissoute et liquidée n'aura exigé la constitution de sûretés.

Dont acte, fait et passé à Hesperange, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire instrumentant par nom, prénom, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Nucera, M. Decker.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 18 mars 2015. Relation: 1LAC/2015/8444. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène Thill.

POUR EXPÉDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Hesperange, le 24 mars 2015.

Référence de publication: 2015045883/54.

(150052767) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2015.

Jotem S.A. S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-4281 Esch-sur-Alzette, 7, rue Portland.

R.C.S. Luxembourg B 166.865.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille quinze, le vingt mars

Par devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

La société à responsabilité limitée «G.S.L. Fiduciaire, S.à r.l.», établie et ayant son siège au 7, rue Portland à L-4281 Esch-sur-Alzette, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 134601 ici représentée par son administrateur unique, Monsieur Luc SCHMITT, demeurant professionnellement à L-4281 Esch-sur-Alzette, 7, rue Portland, lequel peut valablement engager ladite société en toutes circonstances par sa seule signature.

Laquelle comparante a requis le notaire instrumentaire de documenter ce qui suit:

I.- Que la société anonyme - Société de gestion de patrimoine familial «JOTEM S.A. S.P.F.», établie et ayant son siège à L-4281 Esch-sur-Alzette, 7, rue Portland, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 166.865, a été constituée suivant acte reçu par Maître Blanche Moutrier, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette en date du 14 février 2012, publié au Mémorial C n°796 du 26 mars 2012.

II.- Que le capital social de la société anonyme «PK201 S.A.», préqualifiée, s'élève actuellement à CENT MILLE EUROS (EUR 100.000,-) représenté par CENT (100) actions, d'une valeur nominale de MILLE EUROS (EUR 1.000,-) chacune, intégralement libérées.

III.- Que la comparante déclare en sa qualité d'actionnaire unique avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la susdite société anonyme «JOTEM S.A. S.P.F.».

IV.- Que la comparante déclare être propriétaire de toutes les actions de la susdite société et qu'en tant actionnaire unique, elle décide de procéder expressément à la dissolution de la susdite société, celle-ci ayant cessé d'exister;

V.- Qu'une situation comptable du 1^{er} janvier 2015 au 28 février 2015 de la société anonyme «JOTEM S.A. S.P.F.» restera annexée au présent acte.

VI.- La comparante déclare que les dettes connues ont été payées ou provisionnées et qu'elle prend à sa charge tous les actifs, passifs et engagements financiers, connus ou inconnus, de la Société dissoute et que la liquidation de la Société est achevée sans préjudice du fait que la comparante répond personnellement de tous les engagements sociaux.

VII.- Que décharge pleine et entière est accordée aux organes sociaux de la société dissoute pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

VIII.- Qu'il sera procédé à l'annulation des actions de la Société.

IX.- Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans au L-4281 Esch-sur-Alzette, 7, rue Portland.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: SCHMITT, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 23/03/2015. Relation: EAC/2015/6749. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): HALSDORF.

POUR EXPÉDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 24 mars 2015.

Référence de publication: 2015045895/46.

(150052731) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2015.

K & K Solutions, Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 188, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 55.758.

L'an deux mille quinze, le treize mars.

Par devant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «K & K Solutions», ayant son siège social à L-1940 Luxembourg, 188, Route de Longwy, et immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 55758, constituée suivant acte reçu par Maître Robert SCHUMAN, notaire alors de résidence à Rambrouch, le 1^{er} août 1996, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 536 du 22 octobre 1996, dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant décisions de l'assemblée générale des actionnaires tenue en date du 3 mai 2001, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1866 du 17 juillet 2014.

L'assemblée est présidée par Madame Brigitte Bernard, comptable, demeurant professionnellement à Rippweiler.

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Mustafa Nezar, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Madame Monique Drauth, salariée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président déclare et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le bureau de l'assemblée, les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés et le notaire soussigné. Ladite liste de présence restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées "ne varietur" par les comparants, resteront également annexées au présent acte.

II.- Qu'il appert de cette liste de présence que toutes les 100 (cent) actions représentant l'intégralité du capital social, sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Conversion en actions nominatives des actions au porteur de la Société ainsi qu'annulation de la totalité des certificats représentatifs des actions au porteur et création d'un registre des actions nominatives;
2. Modification afférente de l'article 3 des statuts;
3. Pouvoir au conseil d'administration pour l'accomplissement des formalités en relation avec le point 1.;
4. Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée générale extraordinaire, après délibération, l'assemblée générale extraordinaire prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de convertir en actions nominatives, les cent (100) actions au porteur de la Société représentant la totalité des actions au porteur émises par la Société.

Deuxième résolution

Suite à ce qui précède, l'assemblée générale décide de modifier en conséquence l'article 3 des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 3.** Le capital social est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000,-), représenté par cent (100) actions d'une valeur nominale de trois cent dix euros (EUR 310,-) par action.

Toutes les actions sont et resteront nominatives. Un registre des actionnaires sera tenu au siège social de la Société. La société peut, dans la mesure et aux conditions auxquelles la loi le permet, racheter ses propres actions.»

Troisième résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de donner tout pouvoir au conseil d'administration pour procéder:

- à l'annulation de la totalité des certificats représentatifs des actions au porteur de la Société.
- à la création d'un registre des actions nominatives qui sera tenu au siège social de la Société.

Ledit registre sera établi selon les dispositions de l'article 39 de la loi du 10 août 1915.

Frais

Les frais, dépens, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société en raison du présent acte sont évalués approximativement à mille cent euros (EUR 1.100.-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentaire par leur nom, prénom, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Bernard, Nezar, Drauth, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 16 mars 2015. Relation: 1LAC/2015/8132. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 24 mars 2015.

Référence de publication: 2015045896/68.

(150052753) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2015.

Kayado Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3354 Leudelange, 4, rue de la Forêt.

R.C.S. Luxembourg B 176.717.

L'an deux mille quinze, le dix-huit mars.

Par-devant Maître Danielle KOLBACH, Notaire de résidence à Redange-sur-Attert (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "KAYADO INVEST S.A.", avec siège social à L-5413 Canach, 23, Am Bongert, constituée suivant acte reçu par Maître Paul DECKER, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 12 avril 2013, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1937 du 13 juin 2013,

immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 176.717. (la «Société»).

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Anaïs DEYGLUN, clerc de notaire, demeurant professionnellement à L-8510 Redange-sur-Attert, 66, Grand-Rue (la «Présidente»).

La Présidente désigne comme secrétaire Madame Barbara SCHMITT, clerc de notaire, demeurant professionnellement à L-8510 Redange-sur-Attert, 66, Grand-Rue.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Virginie PIERRU, clerc de notaire, demeurant professionnellement à L-8510 Redange-sur-Attert, 66, Grand-Rue.

Le bureau ainsi constitué, la Présidente expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

A. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Transfert du siège social actuel de la Société au 4, Rue de la Forêt, L-3354 Leudelange, avec effet à partir du 1^{er} avril 2015, et modification subséquente de l'article 2, premier alinéa, des statuts de la Société.

2. Divers.

B. Que l'actionnaire unique représenté, la mandataire de l'actionnaire unique représenté, ainsi que le nombre d'actions qu'il détient sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée "ne varietur", la mandataire de l'actionnaire unique représenté ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Restera pareillement annexée aux présentes la procuration de l'actionnaire unique représenté, après avoir été signée "ne varietur" par les comparantes et le notaire instrumentant.

C. Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur le point porté à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci prend à l'unanimité des voix l'unique résolution suivante:

Unique résolution:

L'assemblée décide de transférer le siège social actuel de la Société au 4, Rue de la Forêt, L-3354 Leudelage, avec effet à partir du 1^{er} avril 2015, et modifie subséquemment l'article 2, premier alinéa, des statuts de la Société, comme suit:

« **Art. 2. (1^{er} alinéa).** Le siège social est établi dans la Commune de Leudelage.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance a été clôturée.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte, s'élève à environ huit cent cinquante euros (850,- EUR).

DONT ACTE, passé à Redange-sur-Attert, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparantes, connues du notaire par son nom, prénoms usuels, état et demeures, elles ont signé avec le Notaire la présente minute.

Signé: A. DEYGLUN, B. SCHMITT, V. PIERRU, D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch A.C., le 19 mars 2015. Relation: DAC/2015/4562. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Jeannot THOLL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande

Redange-sur-Attert, le 23 mars 2015.

Référence de publication: 2015045906/54.

(150052067) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2015.

La Foncière S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5720 Aspelt, 1, Um Klaeppchen.

R.C.S. Luxembourg B 163.001.

L'an deux mille quinze, le seize mars.

Pardevant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

ONT COMPARU:

1. Monsieur René HOMBOURGER, gérant de société, demeurant à F-57970 Kuntzig, 5, Chemin des Vignes, ici représenté par Madame Karine TOMBA, née HOMBOURGER, ci-après nommée, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée; laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

2. Madame Karine TOMBA, née HOMBOURGER, gérant de société, demeurant à F-57970 Kuntzig, 15, rue du Coteau.

3. Mademoiselle Aurélie HOMBOURGER, étudiante, demeurant à F-57970 Kuntzig, 5, Chemin des Vignes.

4. Monsieur Laurent GARANDEAU, agent commercial, demeurant à F-57480 Hunting, 14 Boucle des Vergers.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- Que la société à responsabilité limitée "A FONCIERE S.à r.l.", (la "Société"), établie et ayant son siège social à L-8070 Bertrange, 10, rue des Mérovingiens, ZA Bourmicht, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 163001, a été constituée suivant acte reçu par Maître Aloyse BIEL, alors notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 10 août 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2439 du 11 octobre 2011, et que les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Patrick SERRES, notaire de résidence à Remich, en date du 27 novembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 164 du 18 janvier 2014;

- Que les comparants sont les seuls et uniques associés actuels de la Société et qu'ils se sont réunis en assemblée générale extraordinaire ("Assemblée") et ont pris à l'unanimité, sur ordre du jour conforme, la résolution suivante:

Résolution unique

L'Assemblée décide de transférer le siège social de Bertrange à L-5720 Aspelt, 1 Um Klaeppchen, et ce avec effet au 15 mars 2015, et de modifier subséquemment l'article 2 premier alinéa des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 2. Premier alinéa.** Le siège social est établi dans la Commune de Frisange (Grand-Duché de Luxembourg)."

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à la somme de neuf cent cinquante euros et les associés s'y engagent personnellement.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: K. TOMBA née HOMBOURGER, A. HOMBOURGER, L. GARANDEAU, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 19 mars 2015. Relation: 2LAC/2015/6021. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivré à la société;

Luxembourg, le 24 mars 2015.

Référence de publication: 2015045927/43.

(150052602) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2015.

EPF Acquisition Co 38 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 195.592.

STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the thirteenth day of March.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Apollo EPF II Partnership, a Marshall Islands partnership whose registered office is at c/o Trust Company of the Marshall Islands, Trust Company Complex, Ajeltake Island, Ajeltake Road, P.O. Box 1405, Majuro, Marshall Islands MH96960,

hereby represented by Mrs Isabel DIAS, private employee, residing professionally at L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, by virtue of a proxy given under private seal.

After signature "ne varietur" by the authorised representative of the appearing party and the undersigned notary, the power of attorney will remain attached to this deed to be registered with it.

The appearing party, represented as set out above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is "EPF Acquisition Co 38 S.à r.l." (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The Company's registered office is established in the municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. If the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The Company's object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds

of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies (including shareholders and sister companies) and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

3.3. The Company may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, having a nominal value of one euro (EUR 1) each.

5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. The shares are freely transferable between shareholders.

6.3. When the Company has a sole shareholder, the shares are freely transferable to third parties.

6.4. When the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to prior approval by shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

6.5. A share transfer shall only be binding on the Company or third parties following notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

6.6. A register of shareholders shall be kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

6.7. The Company may redeem its own shares, provided:

(i) it has sufficient distributable reserves for that purpose; or

(ii) the redemption results from a reduction in the Company's share capital.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and Removal of managers.

7.1. The Company shall be managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

Art. 8. Board of managers. If several managers are appointed, they shall constitute the board of managers (the Board).

8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholders by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special or limited powers to one or more agents for specific matters.

8.2. Procedure

(i) The Board shall meet at the request of any manager, at the place indicated in the convening notice, which in principle shall be in Luxembourg.

(ii) Written notice of any Board meeting shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and each of them states that they have full knowledge of the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant to another manager a power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(v) The Board may validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the Board shall be validly taken by a majority of the votes of the managers present or represented. Board resolutions shall be recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting or, if no chairperson has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (Managers' Circular Resolutions) shall be valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and shall bear the date of the last signature.

8.3. Representation

(i) The signature of the sole manager shall bind the Company. The Company shall be bound towards third parties in all matters by the sole signature of any manager.

(ii) The Company shall also be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom special powers have been delegated by the Board.

Art. 9. Sole manager. If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the Board, the managers or any manager are to be read as references to the sole manager, as appropriate.

Art. 10. Liability of the managers. The managers shall not be held personally liable by reason of their office for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 11. General meetings of shareholders and shareholders' written resolutions.

11.1. Powers and voting rights

(i) Unless resolutions are taken in accordance with article 11.1. (ii), resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (each a General Meeting).

(ii) If the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), resolutions of the shareholders may be adopted in writing (the Shareholders' Circular Resolutions).

(iii) Each share entitles the holder to one (1) vote.

11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders may be convened to General Meetings by the Board. The Board must convene a General Meeting following a request from any manager or from shareholders representing more than one-tenth (1/10) of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting shall be given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) When resolutions are to be adopted in writing, the Board shall send the text of such resolutions to all the shareholders. The shareholders shall vote in writing and return their vote to the Company within the timeline fixed by the Board. Each manager shall be entitled to count the votes.

(iv) General Meetings shall be held at the time and place specified in the notices.

(v) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(vi) A shareholder may grant written power of attorney to another person (who need not be a shareholder), in order to be represented at any General Meeting.

(vii) Resolutions to be adopted at General Meetings shall be passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting, the shareholders shall be convened by registered letter to a second General Meeting and the resolutions shall be adopted at the second General Meeting by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

(viii) The Articles may only be amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(ix) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment to the Company shall require the unanimous consent of the shareholders.

(x) Shareholders' Circular Resolutions are passed with the quorum and majority requirements set forth above and shall bear the date of the last signature received prior to the expiry of the timeline fixed by the Board.

Art. 12. Sole shareholder. When the number of shareholders is reduced to one (1):

(i) the sole shareholder shall exercise all powers granted by the Law to the General Meeting;

(ii) any reference in the Articles to the shareholders, the General Meeting, or the Shareholders' Circular Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the sole shareholder's resolutions, as appropriate; and

(iii) the resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 13. Financial year and approval of annual accounts.

13.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

13.2. Each year, the Board must prepare the balance sheet and profit and loss accounts, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts owed by its managers and shareholders to the Company.

13.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders' Circular Resolutions within six (6) months following the closure of the financial year.

Art. 14. Auditors.

14.1. When so required by law, the Company's operations are supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés).

14.2. The shareholders appoint the approved external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their mandate, which may not exceed six (6) years but may be renewed.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits must be allocated to the reserve required by law (the Legal Reserve). This requirement ceases when the Legal Reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The shareholders shall determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

15.3. Interim dividends may be distributed at any time, subject to the following conditions:

(i) the Board must draw up interim accounts;

(ii) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the Legal Reserve;

(iii) within two (2) months of the date of the interim accounts, the Board must resolve to distribute the interim dividends; and

(iv) taking into account the assets of the Company, the rights of the Company's creditors must not be threatened by the distribution of an interim dividend.

If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders shall appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and shall determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators shall have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

16.2. The surplus (if any) after realisation of the assets and payment of the liabilities shall be distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

17.1. Notices and communications may be made or waived, Managers' Circular Resolutions and Shareholders' Circular Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, email or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney may be granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Shareholders' Circular Resolutions, as the case may be, may appear on one original or several counterparts of the same document, all of which taken together shall constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Transitional provision

The Company's first financial year shall begin on the date of this deed and shall end on the thirty-first (31st) of December 2015.

Subscription and payment

Apollo EPF II Partnership, represented as stated above, subscribes for twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, having a nominal value of one euro (EUR 1) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500).

The amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is at the Company's disposal and evidence of such amount has been given to the undersigned notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand four hundred euro (EUR 1,400).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, its sole shareholder, representing the entire subscribed capital, adopted the following resolutions:

1. The sole shareholder resolved to set at five (5) the number of managers, and further resolved to appoint the following persons as managers with immediate effect and for an undetermined period:

- Shaun Collins, born on 23 May 1968 in Hinckley, United Kingdom, professionally residing at 25 St. George Street, London W1S 1FS, United Kingdom

- Patrick Mabry, born on 20 December 1974 in Austin, Texas, USA, professionally residing at 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg; and

- Jason Stramel, born on 26 December 1979 in Denver, Colorado, USA, professionally residing at 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;

- Matthias Prochaska, born on 7 October 1979 in Koblenz, Germany, with professional address at 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;

- Carlo Heck, born on 5 August 1976 in Hamburg, Germany, with professional address at 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg; and

2. The registered office of the Company is located at 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states at the request of the appearing party that this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of discrepancies, the English version prevails.

Whereof, this notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the date stated above.

After reading this deed aloud, the notary signs it with the authorised representative of the appearing party.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le treize mars.

Par devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Apollo EPF II Partnership, une société constituée et existante sous les lois des îles Marshall, ayant son siège social à c/o Trust Company of the Marschall Islands, Trust Company Complex, Ajeltake Island, Ajeltake Road, P.O. Box 1405, Majuro, MH 96960, Marshall Islands,

représentée par Madame Isabel DIAS, employée privée, avec adresse professionnelle à L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, ladite procuration restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est "EPF Acquisition Co 38 S.à r.l." (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt, prêts, créances et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de tous types de titres et instruments de dette ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées (comprenant société mère et société soeur), ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société ne sera pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

6.3. Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

6.4. Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

6.5. Une cession de parts sociales ne sera opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois.

6.6. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.7. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition:

(i) qu'elle ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet; ou

(ii) que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Nomination et Révocation des gérants.

7.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés.

7.2. Les gérants sont révocables à tout moment, avec ou sans raison, par une décision des associés.

Art. 8. Conseil de gérance. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront le conseil de gérance (le Conseil).

8.1. Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux ou limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

8.2. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, sera au Luxembourg.

(ii) Il sera donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence seront mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et si chacun d'eux déclare avoir parfaitement connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Les décisions du Conseil seront valablement prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visio-conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (des Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.3. Représentation

(i) La Société sera engagée par la signature du gérant unique. La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la seule signature de tout gérant.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toute(s) personne(s) à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par le Conseil.

Art. 9. Gérant unique. Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

Art. 10. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé(s)

Art. 11. Assemblées générales des associés et Résolutions écrites des associés.

11.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Sauf lorsque des résolutions sont adoptées conformément à l'article 11.1. (ii), les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (chacune une Assemblée Générale).

(ii) Si le nombre des associés de la Société ne dépasse pas vingt-cinq (25), les résolutions des associés peuvent être adoptées par écrit (des Résolutions Ecrites des Associés).

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés peuvent être convoqués aux Assemblées Générales à l'initiative du Conseil. Le Conseil doit convoquer une Assemblée Générale à la demande des associés représentant plus de dix pourcent (10%) du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence doivent être précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Si des résolutions sont adoptées par écrit, le Conseil communique le texte des résolutions à tous les associés. Les associés votent par écrit et envoient leur vote à la Société endéans le délai fixé par le Conseil. Chaque gérant est autorisé à compter les votes.

(iv) Les Assemblées Générales sont tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(v) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(vi) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vii) Les décisions de l'Assemblée Générale sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(viii) Les Statuts ne peuvent être modifiés qu'avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(ix) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

(x) Des Résolutions Ecrites des Associés sont adoptées avec le quorum de présence et de majorité détaillés ci-avant. Elles porteront la date de la dernière signature reçue endéans le délai fixé par le Conseil.

Art. 12. Associé unique. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1):

(i) l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale;

(ii) toute référence dans les Statuts aux associés, à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier; et

(iii) les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 13. Exercice social et Approbation des comptes annuels.

13.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de chaque année.

13.2. Chaque année, le Conseil doit dresser le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

13.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4. Le bilan et le compte de profits et pertes doivent être approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par voie de Résolutions Ecrites des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

Art. 14. Commissaires / Réviseurs d'entreprises.

14.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, dans les cas prévus par la loi.

14.2. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises agréés, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six (6) ans mais qui peut être renouvelé.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi (la Réserve Légale). Cette affectation cesse d'être exigée quand la Réserve Légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

15.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

15.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires doivent montrer que suffisamment de bénéfices et autres réserves (y compris la prime d'émission) sont disponibles pour une distributions, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer les dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires; et

(iv) compte tenu des actifs de la Société, les droits des créanciers de la Société ne doivent pas être menacés.

Si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent immédiatement reverser l'excès à la Société.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nommeront un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et détermineront leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes, s'il y en a, est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

17.1. Les convocations et communications, ainsi que les renonciations à celles-ci, peuvent être faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Ecrites des Associés peuvent être établies par écrit, par télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2. Les procurations peuvent être données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visio-conférence et des Résolutions Ecrites des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les associés.

Disposition transitoire

Le premier exercice social de la Société commence à la date du présent acte et s'achèvera le trente et un (31) décembre 2015.

Souscription et libération

Apollo EPF II Partnership, représentée comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune, et de les libérer intégralement par un apport en numéraire de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500).

Le montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) est à disposition de la Société, preuve ayant été donnée au notaire instrumentant.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à mille quatre cents euros (EUR 1.400).

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre de gérants est fixé à cinq (5) et les personnes suivantes sont nommées en qualité de gérants de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée:

- Shaun Collins, né le 23 mai 1968 à Hinckley, Royaume-Uni, ayant son adresse professionnelle au 25 St. George Street, Londres W1S 1FS, Royaume-Uni

- Patrick Mabry, né le 20 décembre 1974 à Austin, Texas, USA, ayant son adresse professionnelle au 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg; et

- Jason Stramel, né le 26 décembre 1979 à Denver, Colorado, USA, ayant son adresse professionnelle au 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

- Matthias Prochaska, né le 7 octobre 1979 à Koblenz, Allemagne, ayant son adresse professionnelle au 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;

- Carlo Heck, né le 5 août 1976 à Hamburg, Allemagne, ayant son adresse professionnelle au 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg; et

2. Le siège social de la Société est établi au 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, ceux-ci ont signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: I. Dias et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 17 mars 2015. 2LAC/2015/5764. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 mars 2015.

Référence de publication: 2015046379/493.

(150053474) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2015.

CROWN PREMIUM Private Equity V Master Europe S.C.S., SICAF-FIS, Société en Commandite simple sous la forme d'une SICAF - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 2, Place d'Argent.

R.C.S. Luxembourg B 163.405.

Ausserordentliche Generalversammlung der Gesellschafter AM 23. März 2015

Im Jahr zweitausendundfünfzehn, am dreiundzwanzigsten März,

wurde eine außerordentliche Generalversammlung der Gesellschafter (die Versammlung) der CROWN PREMIUM Private Equity V Master Europe S.C.S., SICAF-FIS, eine Investmentgesellschaft mit festgeschriebenem Kapital als spezialisierter Investmentfonds (société d'investissement à capital fixe - fonds d'investissement spécialisé) in Form einer Kommanditgesellschaft (société en commandite simple), gegründet und bestehend nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Gesellschaftssitz in 2, Place François-Joseph Dargent, L-1413 Luxembourg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 163.405, welche durch privatschriftliche Urkunde am 02. September 2011 gegründet wurde, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations am 21. September 2011 unter Nummer 2221, zuletzt geändert am 18. Mai 2012 gemäß privatschriftlicher Urkunde, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations am 28. Juni 2012 unter Nummer 1630 (die Gesellschaft), abgehalten.

Die Versammlung ernennt Owen Rowlands, LL.M., geschäftsansässig in Luxemburg als Vorsitzenden.

Der Vorsitzende bestimmt Elena Medagli, Rechtsanwältin, geschäftsansässig in Luxemburg zur Schriftführerin der Versammlung.

Zur Stimmzählerin der Versammlung ernennt dieser Maren Stadler-Tjan, Rechtsanwältin, geschäftsansässig in Luxemburg.

(Der Vorsitzende, die Schriftführerin und die Stimmzählerin werden nachstehend gemeinsam als die Versammlungsleitung bezeichnet).

Nach der Ernennung der Versammlungsleitung erklärt der Vorsitzende folgendes;

I. Die bei der Versammlung anwesenden oder vertretenen Gesellschafter sowie die Anzahl der von ihnen gehaltenen Gesellschaftsanteile werden auf der Anwesenheitsliste dargestellt. Diese Anwesenheitsliste und die Vollmachten der vertretenen Gesellschafter werden nach deren Unterzeichnung ne varietur durch die Versammlungsleitung und die Bevollmächtigten der vorliegenden Urkunde beigelegt.

II. Das gemäß der Satzung der Gesellschaft erforderliche Anwesenheitsquorum um über die einzelnen Punkte der Tagesordnung beraten und abstimmen zu können, ist mindestens die Hälfte des Gesellschaftskapitals und jeder Beschluss über die einzelnen Punkte der Tagesordnung muss von mindestens zwei Drittel (2/3) der abgegebenen Stimmen sowie der ausdrücklichen Zustimmung des General Partners beschieden werden.

III. Aus der genannten Anwesenheitsliste geht hervor, dass alle Anteile der Anteilklassen A, B und C sowie ein (1) General-Partner Anteil, welche die Gesamtheit der von der Gesellschaft ausgegebenen Anteile darstellen, bei der Versammlung anwesend oder vertreten sind, so dass die Versammlung rechtskräftig über alle Tagesordnungspunkte, welche den Gesellschaftern bekannt sind, abstimmen kann. Die Gesellschafter erklären, im Vorfeld der Versammlung über die Tagesordnung informiert worden zu sein und verzichten auf die Einhaltung sämtlicher Einberufungsbestimmungen oder Formalitäten.

IV. Die gegenwärtige Versammlung ist somit ordnungsgemäß zusammengesetzt und beschlussfähig für alle Punkte der Tagesordnung.

V. Die Tagesordnung der Versammlung lautet wie folgt:

1. Neufassung von Artikel 1 der Satzung der Gesellschaft;
2. Neufassung von Artikel 5 der Satzung der Gesellschaft;
3. Neufassung von Artikel 6 der Satzung der Gesellschaft;
4. Neufassung von Artikel 7 der Satzung der Gesellschaft;
5. Neufassung von Artikel 8 der Satzung der Gesellschaft;
6. Neufassung von Artikel 10 der Satzung der Gesellschaft;
7. Neufassung von Artikel 11 der Satzung der Gesellschaft;
8. Neufassung von Artikel 12 der Satzung der Gesellschaft;
9. Neufassung von Artikel 13 der Satzung der Gesellschaft;
10. Neufassung von Artikel 17 der Satzung der Gesellschaft;
11. Neufassung von Artikel 19 der Satzung der Gesellschaft;
12. Neufassung von Artikel 20 der Satzung der Gesellschaft;
13. Neufassung von Artikel 21 der Satzung der Gesellschaft;
14. Neufassung von Artikel 22 der Satzung der Gesellschaft;
15. Neufassung von Artikel 23 der Satzung der Gesellschaft;
16. Neufassung von Artikel 25 der Satzung der Gesellschaft;
17. Neufassung von Artikel 27 der Satzung der Gesellschaft;
18. Neufassung von Artikel 28 der Satzung der Gesellschaft; und
19. Neufassung von Artikel 30 der Satzung der Gesellschaft.

Nachdem diese Tatsachen von der Versammlung als wahr dargelegt und anerkannt wurden, hat die Versammlung, nach Beratung, einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Da die Gesellschaft als alternativer Investmentfonds (AIF) qualifiziert und dementsprechend einen Verwalter alternativer Investmentfonds bestellt hat, beschließt die Versammlung, dass Artikel 1 der Satzung nunmehr wie folgt lauten soll:

„ **Art. 1. Bezeichnung.** Zwischen den Unterzeichneten und allen, welche zukünftig Eigentümer von nachfolgend ausgegebenen Anteilen werden, besteht eine einfache Kommanditgesellschaft (société en commandite simple) in Form einer Investmentgesellschaft mit festgeschriebenem Kapital als spezialisierter Investmentfonds (société d'investissement à capital fixe - fonds d'investissement spécialisé, SICAF-FIS) gemäß Kapitel 4 des Gesetzes vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds (das „Gesetz von 2007“) unter der Bezeichnung „CROWN PREMIUM Private Equity V Master Europe S.C.S., SICAF-FIS“ („CROWN PREMIUM Master Europe“ oder die „Gesellschaft“).

Die Gesellschaft qualifiziert als alternativer Investmentfonds („AIF“) wie durch die Richtlinie 2011/61/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 8. Juni 2011 über die Verwalter alternativer Investmentfonds in der jeweils geltenden Fassung (die „AIFM Richtlinie“) und das Luxemburger Gesetz vom 12. Juli 2013 über die Verwalter alternativer Investmentfonds (das „Gesetz von 2013“) definiert und hat in Übereinstimmung mit Artikel 4 Absatz 1 Buchstabe a) des Gesetzes von 2013 einen Verwalter alternativer Investmentfonds im Sinne des Artikels 1 Absatz 46 des Gesetzes von 2013 („AIFM“) bestellt.

Zweiter Beschluss

Die Versammlung beschließt, Artikel 5 der Satzung zu ändern und wie folgt neu zu fassen:

„ **Art. 5. Haftung.** CROWN PREMIUM General Partner S.à r.l. ist General Partner (associé commandité) der Gesellschaft (der „General Partner“). Jeder Verweis auf den General Partner in dieser Satzung ist als Verweis auf den General Partner oder eine durch ihn ermächtigte Person, einschließlich des AIFM zu verstehen. Als solcher ist der General Partner Geschäftsführer (gérant) und Gesellschafter der Gesellschaft. Er hält einen Anteil - der „General Partner-Anteil“ (part commandité) - der nicht übertragbar ist und nicht zu Auszahlungen berechtigt.

[...]“

Dritter Beschluss

Die Versammlung beschließt, Artikel 6 der Satzung zu ändern und wie folgt neu zu fassen:

„ **Art. 6. Gesellschaftskapital.** [...]“

Das Gründungskapital beträgt einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000) und ist in einen (1) General Partner-Anteil und in einhundertvierundfünfzig (154) Kommanditanteile der Anteilsklasse B ohne Nennwert eingeteilt. Die Anteile wurden vollständig einbezahlt.

Der General Partner kann bestimmen, dass weitere Kommanditanteilsklassen (die „Anteilsklassen“) mit unterschiedlichen Merkmalen ausgegeben werden, wie z. B. eine spezifische Ausschüttungspolitik, eine spezifische Gebührenstruktur

oder andere spezifische Merkmale, wie jeweils vom General Partner bestimmt und im Private Placement Memorandum der CROWN PREMIUM Master Europe beschrieben.

Der General Partner oder eine von ihm bevollmächtigte Person sind befugt, alle Ausgaben und Rücknahmen von Anteilen zu erlassen.“

Vierter Beschluss

Die Versammlung beschließt, Artikel 7 der Satzung zu ändern und wie folgt neu zu fassen:

„ **Art. 7. Veränderung des Gesellschaftskapitals.** Das Gesellschaftskapital kann sich infolge der Ausgabe von weiteren Anteilen durch CROWN PREMIUM Master Europe erhöhen oder sich infolge der Rücknahme von Anteilen durch CROWN PREMIUM Master Europe vermindern. Ausgaben und Rücknahmen erfolgen auf Beschluss und Anweisung des General Partners ohne Satzungsänderung oder Veröffentlichungspflichten.

[...]

Über die jeweilige(n) Erhöhung(en) bzw. Herabsetzung(en) des Kapitals der CROWN PREMIUM Master Europe infolge der Ausgabe von (neuen) Kommanditanteilen bzw. der Rücknahme von bereits bestehenden Kommanditanteilen entscheidet der General Partner im eigenen Ermessen.“

Fünfter Beschluss

Die Versammlung beschließt, Artikel 8 der Satzung zu ändern und wie folgt neu zu fassen:

„ **Art. 8. Namensanteile; Anteilszertifikate und Übertragbarkeit von Anteilen.** [...]

Die Übertragung der Anteile ist grundsätzlich nur möglich, wenn (i) der General Partner der Übertragung zustimmt, wobei die Zustimmung im eigenen Ermessen des General Partners steht, (ii) der Erwerber ein sachkundiger Anleger im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes von 2007 ist und (iii) der Erwerber die restlichen Verpflichtungen, einschließlich sämtlicher noch offener Kapitaleinzahlungsverpflichtungen, gegenüber der CROWN PREMIUM Master Europe voll und ganz übernimmt.

[...]

Sechster Beschluss

Die Versammlung beschließt, Artikel 10 der Satzung zu ändern und wie folgt neu zu fassen:

„ **Art. 10. Beschränkung der Eigentumsrechte auf Anteile.** [...]

Des Weiteren kann der General Partner einen zwangsweisen Rückkauf der Anteile eines Gesellschafters veranlassen, wenn er nach anwaltlicher Beratung der Ansicht ist, dass der Besitz von Anteilen des betreffenden Gesellschafters:

[...]

Zu diesem Zweck sowie in den im Private Placement Memorandum geregelten Fällen kann der General Partner:

a) die Ausgabe von Anteilen oder deren Umschreibung im Anteilsregister verweigern, wenn offenkundig ist, dass diese Ausgabe oder Umschreibung zur Folge hätte, das Eigentum an dem Anteil auf eine andere Person zu übertragen, die nicht berechtigt ist, Anteile von CROWN PREMIUM Master Europe zu erwerben,

b) den Zwangsrückkauf solcher Anteile tätigen, die von einer Person, der es nicht erlaubt ist, Anteile der CROWN PREMIUM Master Europe zu besitzen, entweder allein oder zusammen mit anderen Personen gehalten werden,

c) den Zwangsrückkauf solcher Anteile tätigen, die von einer oder mehreren Personen zu einem solchen Anteil gehalten werden, dass die Anwendbarkeit der Steuergesetze oder sonstiger Gesetze anderer Länder als Luxemburg ausgelöst wird,

d) bei Generalversammlungen Personen, denen es nicht erlaubt ist, Anteile der CROWN PREMIUM Master Europe zu besitzen, das Stimmrecht aberkennen.

In den Fällen b) und c) wird folgendes Verfahren angewandt:

[...]

Siebter Beschluss

Die Versammlung beschließt, Artikel 11 der Satzung zu ändern und wie folgt neu zu fassen:

„ **Art. 11. Ausgabe und Rücknahme von Anteilen.** Die Zeichnung von Anteilen ist sowohl für bestehende als auch für potentielle Gesellschafter grundsätzlich mehreren bestimmten Zeichnungsperioden unterworfen. Sie werden durch den General Partner festgelegt und im Private Placement Memorandum näher beschrieben.

Der General Partner stellt sicher, dass der AIFM Vorschriften erlassen wird, die eine faire Behandlung der Gesellschafter gewährleisten sowie, wann immer ein Gesellschafter eine Vorzugsbehandlung oder einen Anspruch auf eine solche Behandlung erhält, eine Erläuterung dieser Behandlung, die Art der Gesellschafter, die eine solche Vorzugsbehandlung erhalten, sowie gegebenenfalls der rechtlichen oder wirtschaftlichen Verbindungen zwischen diesen Gesellschaftern und der Gesellschaft oder dem AIFM. Näheres regelt das Private Placement Memorandum der Gesellschaft.

[...]

Über die Ausgabe von Kommanditanteilen der CROWN PREMIUM Master Europe entscheidet der General Partner nach eigenem Ermessen.

Der General Partner behält sich das Recht vor, jeden Zeichnungsantrag ganz oder teilweise zurückzuweisen oder jederzeit ohne vorherige Mitteilung die Ausgabe von Anteilen auszusetzen oder eine Zeichnungsverpflichtung herabzusetzen. Zahlungen auf nicht angenommene Zeichnungsanträge wird die Verwahrstelle in solchen Fällen unverzüglich erstatten. Nach Beendigung der Kapitalmaßnahmen im Zusammenhang mit der Beendigung der im Private Placement Memorandum beschriebenen Zeichnungsperioden erfolgt die Ausgabe von Anteilen zum letzten Nettovermögenswert pro Anteil, der jeweils am Stichtag der Entscheidung des General Partners über die Anteilsausgabe vorliegt.

Die Rücknahme von Anteilen auf einseitige Anfrage des Gesellschafters erfolgt nicht. Der General Partner kann jedoch im eigenen Ermessen beschließen, Anteile oder Anteilsbruchteile der CROWN PREMIUM Master Europe zurückzunehmen, um ausschüttungsfähige Liquidität bei der Gesellschaft an die Gesellschafter auszuzahlen oder sofern dies aufgrund einer eventuell zwischen CROWN PREMIUM Master Europe und/oder einer eventuellen Feeder-Gesellschaft von CROWN PREMIUM Master Europe und einem Gesellschafter oder einem Gesellschafter einer eventuellen Feeder-Gesellschaft von CROWN PREMIUM Master Europe geschlossenen Nebenabrede erforderlich sein sollte, um ein maximales Haltelimit von Anteilen einzuhalten. Die Entscheidung des General Partners über die Rücknahme ist verbindlich für alle betroffenen Gesellschafter und gilt verhältnismäßig (pro rata) zu ihrem Anteil am Kapital von CROWN PREMIUM Master Europe mit Ausnahme der Rücknahme wegen Herabsetzung einer Zeichnungsverpflichtung.

Der Rücknahmepreis entspricht grundsätzlich dem letzten Nettovermögenswert pro Anteil, der zum Stichtag der Entscheidung des General Partners über die Rücknahme vorliegt. Bis einschließlich zum Zeitpunkt des Kapitalabrufs, der im Zusammenhang mit dem Final Closing erfolgt und im Falle einer Anteilsrücknahme bei Herabsetzung eines bei der Zeichnung vereinbarten maximalen Haltelimits, kann der Rücknahmepreis auch dem Ausgabepreis entsprechen. Der General Partner wird die registrierten Gesellschafter über die Entscheidung und den Stichtag zur Rücknahme schriftlich informieren. Die von CROWN PREMIUM Master Europe zurückgenommenen Anteile werden in den Büchern von CROWN PREMIUM Master Europe annulliert. Der Rücknahmepreis wird in Luxemburg spätestens zwanzig (20) Bankarbeitstage nach dem Beschluss des General Partners über die Rücknahme ausbezahlt.

Das Recht zur Rücknahme von Anteilen durch Entscheidung des General Partners beschränkt nicht die übrigen Möglichkeiten des General Partners bzw. der Generalversammlung ausschüttungsfähige Liquidität von CROWN PREMIUM Master Europe an die Gesellschafter auszuzahlen, insbesondere in Form von Ausschüttungen.

Der General Partner kann bis einschließlich der im Zusammenhang mit dem Final Closing stehenden Anteilsausgaben ausgegebene Anteile der Klassen A und B zurücknehmen, um eine gleichmäßig anteilige Inanspruchnahme der Gesellschafter aus ihren Verpflichtungen gegenüber der CROWN PREMIUM Master Europe, insbesondere aus den Anteilsübernahme- und Einzahlungsverpflichtungen gemäß der Zeichnungsvereinbarung mit dem Gesellschafter, zu ermöglichen. Auszahlungen aus solchen Rücknahmen lassen die Anteilsübernahme- und Einzahlungsverpflichtungen des betroffenen Gesellschafters gegenüber der CROWN PREMIUM Master Europe in Höhe des ausbezahlten Betrags wieder aufleben.

Ungeachtet dessen können Anteile, die von einem Gründungsgesellschafter bei Gründung der CROWN PREMIUM Master Europe gezeichnet worden sind, auf dessen Anfrage hin an dem Datum oder um das Datum, an dem Anteile erstmalig an Gesellschafter ausgegeben werden, zu ihrem Ausgabepreis gemäß den Bestimmungen des Private Placement Memorandum zurückgenommen werden.“

Achter Beschluss

Die Versammlung beschließt, Artikel 12 der Satzung zu ändern und wie folgt neu zu fassen:

„ Art. 12. Verzug mit der Einzahlung des Ausgabepreises; Teilverzug. [...]

Der General Partner kann beschließen, sämtliche Anteile des säumigen Gesellschafters gemäß dem oben unter Artikel 10 i) beschriebenen Verfahren zugunsten von CROWN PREMIUM Master Europe zurückzukaufen. Im Falle des Rückkaufs verliert der säumige Gesellschafter sämtliche Gesellschafterrechte, insbesondere Stimmrechte, sowie das Recht, an künftigen Kapitaleinzahlungen oder Auszahlungen zu partizipieren.

Übt der General Partner das Recht zum Rückkauf aus, schuldet die Gesellschaft dem säumigen Gesellschafter einen Rückkaufpreis, dessen Gesamthöhe sich wie folgt ermittelt:

[...]

Die Gesellschaft ist auch berechtigt, die Anteile des säumigen Gesellschafters teilweise oder vollständig an Dritte sachkundige Anleger im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes von 2007 zu dem vom General Partner bestimmten Marktpreis zu veräußern.

Zur Durchführung des Verkaufs im Falle des Verzugs ist der General Partner bevollmächtigt, alle erforderlichen Erklärungen abgeben und Handlungen vornehmen zu dürfen (einschließlich der Erteilung entsprechender Untervollmachten), um einen wirksamen Verkauf und eine wirksame Übertragung der Anteile des säumigen Gesellschafters unter Beachtung der Vorschriften zur Übertragung von Kommanditanteilen gemäß Artikel 8 dieser Satzung auf einen Dritten zu bewirken.

[...]

Der General Partner ist schließlich berechtigt, dem säumigen Gesellschafter das Recht zur Übernahme von Anteilen im Rahmen seiner Zeichnungsvereinbarung zu entziehen und alle weiteren Maßnahmen zu ergreifen, um sicherzustellen, dass der säumige Gesellschafter nicht besser steht, als er stünde, wenn er seine Anteilsübernahme- und Kapitaleinzahlungsverpflichtungen bei Fälligkeit erfüllt hätte.

Die Teilfonds „Europe“ und „North America“ der CROWN PREMIUM Private Equity V Europe plus North America S.A., SICAV-FIS und die CROWN PREMIUM V S.C.S Feeder GmbH & Co. KG (die „Feedergesellschaften“) werden ausschließlich errichtet, um Beteiligungen an der CROWN PREMIUM Master Europe bzw. der CROWN PREMIUM Master North America S.C.S, SICAF-SIF einzugehen. Die Höhe der Beteiligung der Feedergesellschaften an der CROWN PREMIUM Master Europe hängt von der Höhe der Kapitaleinzahlungen ab, zu deren Einzahlung sich die Investoren der Feedergesellschaften verpflichten.

[...]

Neunter Beschluss

Die Versammlung beschließt, Artikel 13 der Satzung zu ändern und wie folgt neu zu fassen:

„ Art. 13. Nettovermögenswert. [...]

Die Verbindlichkeiten der CROWN PREMIUM Master Europe umfassen:

- sämtliche Kredite und Forderungen gegen die CROWN PREMIUM Master Europe;
- Kosten des Erwerbs, des Haltens und Veräußerns von Vermögenswerten (einschließlich der Kosten, die in diesem Zusammenhang beauftragten Dritten entstehen);
- angefallene und zu zahlende Kosten (einschließlich der Vergütung des AIFM, des Global Distributors, der zentralen Verwaltungsstelle, Beratungskosten, Kosten für die Verwahrstelle); wobei die Kosten des AIFM und des Global Distributors ausschließlich von der Anteilsklasse A zu tragen sind;
- sämtliche Verbindlichkeiten, einschließlich Zahlungsverpflichtungen aus fälligen vertraglichen Verbindlichkeiten und beschlossene, aber noch nicht vorgenommene Auszahlungen;
- vom General Partner genehmigte und angenommene Verpflichtungen der CROWN PREMIUM Master Europe;
- sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten der CROWN PREMIUM Master Europe.“

Zehnter Beschluss

Die Versammlung beschließt, Artikel 17 der Satzung zu ändern und wie folgt neu zu fassen:

„ Art. 17. Übertragung von Befugnissen. [...]

Der General Partner kann, wie im Einzelnen im Private Placement Memorandum von CROWN PREMIUM Master Europe beschrieben, einen AIFM und Dienstleister für CROWN PREMIUM Master Europe bestellen, welche gegenüber CROWN PREMIUM Master Europe oder den Gesellschaftern Leistungen erbringen sollen.

[...]

Elfter Beschluss

Die Versammlung beschließt, Artikel 19 der Satzung zu ändern und wie folgt neu zu fassen:

„ Art. 19. Interessenkonflikte. [...]

Verträge oder sonstige Transaktionen zwischen CROWN PREMIUM Master Europe und einer anderen Gesellschaft bleiben wirksam, auch wenn Mitglieder der Geschäftsführung des General Partners von CROWN PREMIUM Master Europe oder des AIFM an dieser anderen Gesellschaft beteiligt sind oder bei dieser anderen Gesellschaft Verwaltungsratsmitglied, Führungskraft oder Mitarbeiter sind.

Mitglieder der Geschäftsführung des General Partners von CROWN PREMIUM Master Europe oder des AIFM können als Verwaltungsratsmitglied, Führungskraft oder Mitarbeiter einer anderen Gesellschaft tätig sein und in dieser Funktion mit CROWN PREMIUM Master Europe Verträge abschließen oder anderweitig Geschäfte tätigen. In diesen Fällen ist das betreffende Mitglied der Geschäftsführung grundsätzlich nicht daran gehindert, über Angelegenheiten im Zusammenhang mit einem solchen Vertrag bzw. Geschäft zu beraten, darüber abzustimmen oder sonst diesbezüglich für CROWN PREMIUM Master Europe tätig zu werden.

[...]

Ein „persönliches Interesse“ eines Mitglieds der Geschäftsführung des General Partners an einer Transaktion von CROWN PREMIUM Master Europe besteht jedoch nicht bereits deswegen, weil das Mitglied der Geschäftsführung des General Partners in irgendeiner Rechtsbeziehung zu der Vertragspartei von CROWN PREMIUM Master Europe steht. Die vorstehenden Regeln finden überdies keine Anwendung auf Entscheidungen des General Partners, die die laufende Geschäftsführung von CROWN PREMIUM Master Europe unter gewöhnlichen Bedingungen betreffen.

In jedem Fall setzt der AIFM, bevor er eine Transaktion für die Gesellschaft tätigt, die Gesellschafter unmissverständlich über die allgemeine Art bzw. die Quellen der Interessenkonflikte in Kenntnis, falls die vom AIFM zur Ermittlung, Vorbeugung, Beilegung und Beobachtung von Interessenkonflikten getroffenen organisatorischen Vorkehrungen nicht aus-

reichen, um nach vernünftigen Ermessen zu gewährleisten, dass das Risiko einer Beeinträchtigung von Interessen der Gesellschafter vermieden wird.

[...]"

Zwölfter Beschluss

Die Versammlung beschließt, Artikel 20 der Satzung abzuändern, so dass dieser nunmehr wie folgt lauten soll:

„ **Art. 20. Freistellung.** Die Gesellschaft stellt den General Partner, den AIFM, die LGT Capital Partners AG, die SO-LUTIO AG, deren verbundene Unternehmen, deren Gesellschafter, Angestellte, Geschäftsführer, Vorstände, Leitungs- und Gremienmitglieder sowie von ihnen im Zusammenhang mit ihrer Tätigkeit für die Gesellschaft beauftragte Dritte (zusammen die „Freistellungsberechtigten“), vollumfänglich von jeder unmittelbaren oder mittelbaren Inanspruchnahme, Haftung, Verlust oder Schaden frei, die den Freistellungsberechtigten im Zusammenhang mit oder aus ihrer Tätigkeit für die Gesellschaft erwachsen können. Dabei eingeschlossen sind sämtliche Kosten und Aufwendungen des Freistellungsberechtigten.

[...]"

Dreizehnter Beschluss

Die Versammlung beschließt weiterhin, Artikel 21 der Satzung abzuändern, so dass dieser nunmehr wie folgt lauten soll:

„ **Art. 21. Generalversammlung.** [...]

Sofern sämtliche Gesellschafter anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß eingeladen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Generalversammlung ohne schriftliche Einladung stattfinden.

Auf der Generalversammlung werden lediglich solche Vorgänge behandelt, welche in der Tagesordnung enthalten sind, wobei die Tagesordnung sämtliche gesetzlich erforderlichen Vorgänge enthalten wird.

[...]

Ein Gesellschafter kann sich bei jeder Generalversammlung durch eine schriftliche Vollmacht an eine andere Person oder Unternehmen (z. B. Verwahrstelle), welche kein Gesellschafter sein muss, vertreten lassen.

[...]"

Vierzehnter Beschluss

Die Versammlung beschließt, Artikel 22 der Satzung zu ändern, welcher von nun an wie folgt lauten soll:

„ **Art. 22. Verwahrstelle.** In dem gesetzlich erforderlichen Umfang werden CROWN PREMIUM Master Europe und der AIFM einen Verwahrstellenvertrag mit einer luxemburgischen Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor in seiner jeweils gültigen Fassung, mit Sitz im Großherzogtum Luxemburg und in Übereinstimmung mit Artikel 33 des Gesetzes von 2007 und Artikel 19 Abs. 2 des Gesetzes von 2013 (die „Verwahrstelle“) abschließen.

Die Verwahrstelle wird die Pflichten erfüllen und die Verantwortung übernehmen, wie dies gemäß den anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen, insbesondere dem Gesetz von 2007 und dem Gesetz von 2013 und der delegierten Verordnung (EU) 231/2013 der Kommission vom 19. Dezember 2012 zur Ergänzung der Richtlinie 2011/61/EU des Europäischen Parlaments und des Rates und dem Verwahrstellenvertrag vorgesehen ist und ausschließlich im Interesse der Gesellschafter handeln. Insbesondere beinhaltet dies:

- Geld in Geldkonten zu halten und Geldströme zu beobachten;
- verwahrfähige Finanzinstrumente für die Gesellschaft zu verwahren;
- die Eigentümerüberprüfung und Buchhaltungspflichten im Hinblick auf sonstige Vermögenswerte der Gesellschaft;
- die Durchführung von Beobachtungs- und Prüfungsaufgaben.

Sofern das Recht eines Drittstaates dies erfordert, dass bestimmte Finanzinstrumente durch eine örtliche Einrichtung verwahrt werden und keine örtliche Einrichtung vorhanden ist, die die Anforderungen an die Delegation von Aufgaben der Verwahrstelle nach dem Gesetz von 2013 erfüllt, ist die Gesellschaft ausdrücklich dazu befugt, die Verwahrstelle schriftlich aus ihrer Verantwortung im Hinblick auf die Verwahrung solcher Finanzinstrumente für den Fall zu entlassen, dass die Verwahrstelle von der Gesellschaft oder dem AIFM angewiesen wurde, die Verwahrung solcher Finanzinstrumente an eine solche lokale Einrichtung zu delegieren und unter der Voraussetzung, dass die Bedingungen des Artikel 19 Abs. 14 des Gesetzes von 2013 erfüllt sind.

Sowohl die Verwahrstelle als auch CROWN PREMIUM Master Europe sind berechtigt, die Verwahrstellenbestellung jederzeit im Einklang mit dem Verwahrstellenvertrag zu kündigen. In diesem Fall wird der General Partner gemeinsam mit dem AIFM alle Anstrengungen unternehmen, um mit Genehmigung der Commission de Surveillance du Secteur Financier (die „CSSF“) eine andere Bank zur Verwahrstelle zu bestellen. Bis zur Bestellung einer neuen Verwahrstelle wird die bisherige Verwahrstelle zum Schutz der Interessen der Gesellschafter ihren Pflichten als Verwahrstelle vollumfänglich nachkommen.“

Fünftehnter Beschluss

Die Versammlung beschließt, Artikel 23 der Satzung zu ändern, welcher von nun an wie folgt lauten soll:

„ **Art. 23. Wirtschaftsprüfer.** Die Rechnungsdaten im Jahresbericht der CROWN PREMIUM Master Europe, erstellt gemäß Artikel 20 Abs. 2 und 3 des Gesetzes von 2013, bestehend u. a. aus Bilanz, einer nach Erträgen und Aufwendungen für das jeweilige Geschäftsjahr gegliederten Rechnungslegung sowie einem Bericht über die Geschäftstätigkeit im abgelaufenen Geschäftsjahr, werden gemäß den Vorschriften für Kapitalgesellschaften erstellt und durch einen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises agréé) geprüft, welcher von der Generalversammlung ernannt und von CROWN PREMIUM Master Europe bezahlt wird.

[...]“

Sechzehnter Beschluss

Die Versammlung beschließt, Artikel 25 der Satzung zu ändern, welcher von nun an wie folgt lauten soll:

„ **Art. 25. Auszahlungen.** [...]“

Die Auszahlung ausschüttungsfähiger Liquidität kann durch den General Partner oder die Generalversammlung entsprechend den nachfolgenden Bestimmungen unter Berücksichtigung der weiteren Regelungen im Private Placement Memorandum, insbesondere in Bezug auf die Erfolgsbeteiligung der Anteilklassen C, beschlossen werden. Entscheidungen über die Auszahlung des jährlichen Ertrags bedürfen der Beschlussfassung der Generalversammlung der Gesellschafter. Der General Partner kann jedoch in eigenem Ermessen Zwischenauszahlungen im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen vornehmen, ohne dass es einer vorherigen Beschlussfassung der Generalversammlung bedarf.

Die Auszahlung ausschüttungsfähiger Liquidität kann unabhängig von realisierten oder unrealisierten Verlusten oder Gewinnen erfolgen, vorausgesetzt, dass nach der Auszahlung die Nettovermögenswerte der Gesellschaft das Mindestkapital gemäß Artikel 6 dieser Satzung weiterhin überschreiten.

Insofern Auszahlungen ausschüttungsfähiger Liquidität Kapitalrückführungen beinhalten, werden diese vom General Partner beschlossen und ausgeführt. Im Übrigen müssen nach der Auszahlung die Nettovermögenswerte der Gesellschaft das Mindestkapital gemäß Artikel 6 der Satzung weiterhin überschreiten.

Der General Partner ist berechtigt, in Übereinstimmung mit den näheren Bestimmungen des Private Placement Memorandums, ausschüttungsfähige Liquidität an die Gesellschafter vorläufig, unter dem Vorbehalt der Wiedereinzahlung bei der Gesellschaft auszuzahlen. Entsprechende Auszahlungen durch die Gesellschaft erhöhen die noch abrufbaren Kapitalzusagen der Gesellschafter wieder und können von den betroffenen Gesellschaftern erneut im Rahmen der Ausgabe von Anteilen der Gesellschaft abgerufen werden.

[...]“

Siebzehnter Beschluss

Die Versammlung beschließt, Artikel 27 der Satzung zu ändern, welcher von nun an wie folgt lauten soll:

„ **Art. 27. Liquidation.** [...]“

Nach Begleichung aller Verbindlichkeiten wird der Liquidationserlös unter den Gesellschaftern gemäß den Bestimmungen des Private Placement Memorandums verteilt. Die Ausschüttung von Sachwerten ist bei Vorliegen der in Artikel 25 dieser Satzung bestimmten Voraussetzungen zulässig. Der Liquidationserlös, der von Gesellschaftern nach Abschluss der Liquidation nicht eingefordert wurde, verbleibt bei der Verwahrstelle während des gesetzlich vorgeschriebenen Zeitraums und wird anschließend bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt; nach 30 Jahren verfällt der Liquidationserlös.“

Achtzehnter Beschluss

Die Versammlung beschließt, Artikel 28 der Satzung zu ändern, welcher von nun an wie folgt lauten soll:

„ **Art. 28. Änderungen der Satzung und des private Placement Memorandums.** [...]“

Soweit nicht ausdrücklich abweichend geregelt, kann die Satzung und/oder das Private Placement Memorandum, mit Ausnahme von Kapitalerhöhungen oder Herabsetzungen, welche durch die Handlungen des General Partner erfolgen, durch Beschluss der Generalversammlung unter Einhaltung eines Anwesenheitsquorums von mindestens der Hälfte des Gesellschaftskapitals und einer Mehrheit von mindestens zwei Drittel der abgegebenen Stimmen sowie der ausdrücklichen Zustimmung des General Partners geändert werden.

Falls das vorbenannte Anwesenheitsquorum in einer ersten Generalversammlung nicht erreicht werden sollte, ist die Generalversammlung zu vertagen und mit derselben Tagesordnung und einer Ladungsfrist von mindestens acht Kalendertagen erneut zu laden. Diese Generalversammlung ist dann beschlussfähig, wenn der General Partner anwesend oder vertreten ist, aber unabhängig von der Höhe des anwesenden oder vertretenen übrigen Gesellschaftsvermögens.“

Neunzehnter Beschluss

Zuletzt beschließt die Versammlung Artikel 30 der Satzung zu ändern, welcher von nun an wie folgt lauten soll:

„ **Art. 30. Anwendbares Recht.** Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Fragen werden durch die Bestimmungen des Gesetzes von 1915, des Gesetzes von 2007 und des Gesetzes von 2013 einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen der jeweiligen Gesetze geregelt.“

Zustimmung des General Partners

Der General Partner stimmt den vorstehend beschlossenen Änderungen der Satzung ausdrücklich zu.

Unterzeichnet am 23. März 2015 in Luxemburg durch die Gesellschafter gemäß der Anwesenheitsliste.

Die Vollmachten werden nach Unterzeichnung und Paraphierung ne varietur dem vorliegenden Dokument als Anlage beigefügt.

*Anwesenheitsliste der außerordentlichen
Generalversammlung vom 23. März 2015*

| Gesellschafter | Anzahl der Anteile | Unterschrift Gesellschafter/ Bevollmächtigter |
|--|---|---|
| CROWN PREMIUM General Partner S.à r.l. | 1 General Partner-Anteil | |
| CROWN PREMIUM V SCS Feeder GmbH & Co. KG | 328.494 Kommanditanteile der Anteilklasse A | |
| CROWN PREMIUM Private Equity V Europe plus North America S.A..SICAV-FIS Teilfonds Europe | 731.734 Kommanditanteile der Anteilklasse B | |
| Daniel Popp | 197 Kommanditanteile der Anteilklasse B | |
| Rainer de Backere | 441 Kommanditanteile der Anteilklasse B | |
| Wolf von Wrede | 1.103 Kommanditanteile der Anteilklasse B | |
| SOLUTIO AG Anlagekonzepte für Institutionen | 102 Kommanditanteile der Anteilklasse B | |
| SOLUTIO Partners II GmbH & Co. KG | 15 Kommanditanteile der Anteilklasse C | |
| LGT Capital Partners (Ireland) Limited | 85 Kommanditanteile der Anteilklasse C | |
| Total | 1 General Partner-Anteil 328.494 Kommanditanteile der Anteilklasse A 733.577 Kommanditanteile der Anteilklasse B 100 Kommanditanteile der Anteilklasse C | |

Unterschriften

Vorsitzender / Schriftführerin / Stimmzählerin

Référence de publication: 2015046967/398.

(150053441) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2015.

CROWN PREMIUM Private Equity V Master North America S.C.S., SICAF-FIS, Société en Commandite simple sous la forme d'une SICAF - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 2, Place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 163.402.

Ausserordentliche Generalversammlung der Gesellschafter AM 23. März 2015

Im Jahr zweitausendundfünfzehn, am dreiundzwanzigsten März,

wurde eine außerordentliche Generalversammlung der Gesellschafter (die Versammlung) der CROWN PREMIUM Private Equity V Master North America S.C.S., SICAF-FIS, eine Investmentgesellschaft mit festgeschriebenem Kapital als spezialisierter Investmentfonds (société d'investissement à capital fixe - fonds d'investissement spécialisé), in Form einer Kommanditgesellschaft (société en commandite simple), gegründet und bestehend nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Gesellschaftssitz in 2, Place François-Joseph Dargent, L-1413 Luxembourg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 163.402, welche durch privatschriftliche Urkunde am 02. September 2011 gegründet wurde, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations am 21. September 2011 unter Nummer 2222, zuletzt geändert am 18. Mai 2012 gemäß privatschriftlicher Urkunde, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations am 28. Juni 2012 unter Nummer 1630 (die Gesellschaft), abgehalten.

Die Versammlung ernennt Owen Rowlands, LL.M., geschäftsansässig in Luxemburg als Vorsitzenden.

Der Vorsitzende bestimmt Elena Medagli, Rechtsanwältin, geschäftsansässig in Luxemburg zur Schriftführerin der Versammlung.

Zur Stimmenzählerin der Versammlung ernannt dieser Maren Stadler-Tjan, Rechtsanwältin, geschäftsansässig in Luxemburg.

(Der Vorsitzende, die Schriftführerin und die Stimmenzählerin werden nachstehend gemeinsam als die Versammlungsleitung bezeichnet).

Nach der Ernennung der Versammlungsleitung erklärt der Vorsitzende folgendes:

I. Die bei der Versammlung anwesenden oder vertretenen Gesellschafter sowie die Anzahl der von ihnen gehaltenen Gesellschaftsanteile werden auf der Anwesenheitsliste dargestellt. Diese Anwesenheitsliste und die Vollmachten der vertretenen Gesellschafter werden nach deren Unterzeichnung ne varietur durch die Versammlungsleitung und die Bevollmächtigten der vorliegenden Urkunde beigelegt.

II. Das gemäß der Satzung der Gesellschaft erforderliche Anwesenheitsquorum um über die einzelnen Punkte der Tagesordnung beraten und abstimmen zu können ist mindestens die Hälfte des Gesellschaftskapitals und jeder Beschluss über die einzelnen Punkte der Tagesordnung muss von mindestens zwei Drittel (2/3) der abgegebenen Stimmen sowie der ausdrücklichen Zustimmung des General Partners beschieden werden.

III. Aus der genannten Anwesenheitsliste geht hervor, dass alle Anteile der Anteilklassen A, B und C sowie ein (1) General-Partner Anteil, welche die Gesamtheit der von der Gesellschaft ausgegebenen Anteile darstellen, bei der Versammlung anwesend oder vertreten sind, so dass die Versammlung rechtskräftig über alle Tagesordnungspunkte, welche den Gesellschaftern bekannt sind, abstimmen kann. Die Gesellschafter erklären, im Vorfeld der Versammlung über die Tagesordnung informiert worden zu sein und verzichten auf die Einhaltung sämtlicher Einberufungsbestimmungen oder Formalitäten.

IV. Die gegenwärtige Versammlung ist somit ordnungsgemäß zusammengesetzt und beschlussfähig für alle Punkte der Tagesordnung.

V. Die Tagesordnung der Versammlung lautet wie folgt:

1. Neufassung von Artikel 1 der Satzung der Gesellschaft;
2. Neufassung von Artikel 5 der Satzung der Gesellschaft;
3. Neufassung von Artikel 6 der Satzung der Gesellschaft;
4. Neufassung von Artikel 7 der Satzung der Gesellschaft;
5. Neufassung von Artikel 8 der Satzung der Gesellschaft;
6. Neufassung von Artikel 10 der Satzung der Gesellschaft;
7. Neufassung von Artikel 11 der Satzung der Gesellschaft;
8. Neufassung von Artikel 12 der Satzung der Gesellschaft;
9. Neufassung von Artikel 13 der Satzung der Gesellschaft;
10. Neufassung von Artikel 17 der Satzung der Gesellschaft;
11. Neufassung von Artikel 19 der Satzung der Gesellschaft;
12. Neufassung von Artikel 20 der Satzung der Gesellschaft;
13. Neufassung von Artikel 21 der Satzung der Gesellschaft;
14. Neufassung von Artikel 22 der Satzung der Gesellschaft;
15. Neufassung von Artikel 23 der Satzung der Gesellschaft;
16. Neufassung von Artikel 25 der Satzung der Gesellschaft;
17. Neufassung von Artikel 27 der Satzung der Gesellschaft;
18. Neufassung von Artikel 28 der Satzung der Gesellschaft; und
19. Neufassung von Artikel 30 der Satzung der Gesellschaft.

Nachdem diese Tatsachen von der Versammlung als wahr dargelegt und anerkannt wurden, hat die Versammlung, nach Beratung, einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Da die Gesellschaft als alternativer Investmentfonds (AIF) qualifiziert und dementsprechend einen Verwalter alternativer Investmentfonds bestellt hat, beschließt die Versammlung, dass Artikel 1 der Satzung nunmehr wie folgt lauten soll:

„ **Art. 1. Bezeichnung.** Zwischen den Unterzeichneten und allen, welche zukünftig Eigentümer von nachfolgend ausgegebenen Anteilen werden, besteht eine einfache Kommanditgesellschaft (société en commandite simple) in Form einer Investmentgesellschaft mit festgeschriebenem Kapital als spezialisierter Investmentfonds (société d'investissement à capital fixe - fonds d'investissement spécialisé, SICAF-FIS) gemäß Kapitel 4 des Gesetzes vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds (das „Gesetz von 2007“) unter der Bezeichnung „CROWN PREMIUM Private Equity V Master North America S.C.S., SICAF-FIS“ („CROWN PREMIUM Master North America“ oder die „Gesellschaft“).

Die Gesellschaft qualifiziert als alternativer Investmentfonds („AIF“) wie durch die Richtlinie 2011/61/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 8. Juni 2011 über die Verwalter alternativer Investmentfonds in der jeweils geltenden Fassung (die „AIFM Richtlinie“) und das Luxemburger Gesetz vom 12. Juli 2013 über die Verwalter alternativer Investmentfonds (das „Gesetz von 2013“) definiert und hat in Übereinstimmung mit Artikel 4 Absatz 1 Buchstabe a) des

Gesetzes von 2013 einen Verwalter alternativer Investmentfonds im Sinne des Artikels 1 Absatz 46 des Gesetzes von 2013 („AIFM“) bestellt.“

Zweiter Beschluss

Die Versammlung beschließt, Artikel 5 der Satzung zu ändern und wie folgt neu zu fassen:

„ **Art. 5. Haftung.** CROWN PREMIUM General Partner S.à r.l. ist General Partner (associé commandité) der Gesellschaft (der „General Partner“). Jeder Verweis auf den General Partner in dieser Satzung ist als Verweis auf den General Partner oder eine durch ihn ermächtigte Person, einschließlich des AIFM zu verstehen. Als solcher ist der General Partner Geschäftsführer (gérant) und Gesellschafter der Gesellschaft. Er hält einen Anteil - der „General Partner-Anteil“ (part commandité) - der nicht übertragbar ist und nicht zu Auszahlungen berechtigt.

[...]

Dritter Beschluss

Die Versammlung beschließt, Artikel 6 der Satzung zu ändern und wie folgt neu zu fassen:

„ **Art. 6. Gesellschaftskapital.** [...]

Das Gründungskapital beträgt einunddreißigtausend US-Dollar (USD 31.000) und ist in einen (1) General Partner-Anteil und in einhundertvierundfünfzig (154) Kommanditanteile der Anteilsklasse B ohne Nennwert eingeteilt. Die Anteile wurden vollständig einbezahlt.

Der General Partner kann bestimmen, dass weitere Kommanditanteilsklassen (die „Anteilsklassen“) mit unterschiedlichen Merkmalen ausgegeben werden, wie z. B. eine spezifische Ausschüttungspolitik, eine spezifische Gebührenstruktur oder andere spezifische Merkmale, wie jeweils vom General Partner bestimmt und im Private Placement Memorandum der CROWN PREMIUM Master North America beschrieben.

Der General Partner oder eine von ihm bevollmächtigte Person sind befugt, alle Ausgaben und Rücknahmen von Anteilen zu erlassen.“

Vierter Beschluss

Die Versammlung beschließt, Artikel 7 der Satzung zu ändern und wie folgt neu zu fassen;

„ **Art. 7. Veränderung des Gesellschaftskapitals.** Das Gesellschaftskapital kann sich infolge der Ausgabe von weiteren Anteilen durch CROWN PREMIUM Master North America erhöhen oder sich infolge der Rücknahme von Anteilen durch CROWN PREMIUM Master North America vermindern. Ausgaben und Rücknahmen erfolgen auf Beschluss und Anweisung des General Partners ohne Satzungsänderung oder Veröffentlichungspflichten.

[...]

Über die jeweilige(n) Erhöhung(en) bzw. Herabsetzung(en) des Kapitals der CROWN PREMIUM Master North America infolge der Ausgabe von (neuen) Kommanditanteilen bzw. der Rücknahme von bereits bestehenden Kommanditanteilen entscheidet der General Partner im eigenen Ermessen“

Fünfter Beschluss

Die Versammlung beschließt, Artikel 8 der Satzung zu ändern und wie folgt neu zu fassen:

„ **Art. 8. Namensanteile; Anteilszertifikate und Übertragbarkeit von Anteilen.** [...]

Die Übertragung der Anteile ist grundsätzlich nur möglich, wenn (i) der General Partner der Übertragung zustimmt, wobei die Zustimmung im eigenen Ermessen des General Partners steht, (ii) der Erwerber ein sachkundiger Anleger im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes von 2007 ist und (iii) der Erwerber die restlichen Verpflichtungen, einschließlich sämtlicher noch offener Kapitaleinzahlungsverpflichtungen, gegenüber der CROWN PREMIUM Master Europe voll und ganz übernimmt.

[...]“

Sechster Beschluss

Die Versammlung beschließt, Artikel 10 der Satzung zu ändern und wie folgt neu zu fassen:

„ **Art. 10. Beschränkung der Eigentumsrechte auf Anteile.** [...]

Des Weiteren kann der General Partner einen zwangsweisen Rückkauf der Anteile eines Gesellschafters veranlassen, wenn er nach anwaltlicher Beratung der Ansicht ist, dass der Besitz von Anteilen des betreffenden Gesellschafters:

[...]

Zu diesem Zweck sowie in den im Private Placement Memorandum geregelten Fällen kann der General Partner:

a) die Ausgabe von Anteilen oder deren Umschreibung im Anteilsregister verweigern, wenn offenkundig ist, dass diese Ausgabe oder Umschreibung zur Folge hätte, das Eigentum an dem Anteil auf eine andere Person zu übertragen, die nicht berechtigt ist, Anteile von CROWN PREMIUM Master North America zu erwerben,

b) den Zwangsrückkauf solcher Anteile tätigen, die von einer Person, der es nicht erlaubt ist, Anteile der CROWN PREMIUM Master North America zu besitzen, entweder allein oder zusammen mit anderen Personen gehalten werden,

c) den Zwangsrückkauf solcher Anteile tätigen, die von einer oder mehreren Personen zu einem solchen Anteil gehalten werden, dass die Anwendbarkeit der Steuergesetze oder sonstiger Gesetze anderer Länder als Luxemburg ausgelöst wird,

d) bei Generalversammlungen Personen, denen es nicht erlaubt ist, Anteile der CROWN PREMIUM Master North America zu besitzen, das Stimmrecht aberkennen.

In den Fällen b) und c) wird folgendes Verfahren angewandt:

[...]"

Siebter Beschluss

Die Versammlung beschließt, Artikel 11 der Satzung zu ändern und wie folgt neu zu fassen:

„ **Art. 11. Ausgabe und Rücknahme von Anteilen.** Die Zeichnung von Anteilen ist sowohl für bestehende als auch für potentielle Gesellschafter grundsätzlich mehreren bestimmten Zeichnungsperioden unterworfen. Sie werden durch den General Partner festgelegt und im Private Placement Memorandum näher beschrieben.

Der General Partner stellt sicher, dass der AIFM Vorschriften erlassen wird, die eine faire Behandlung der Gesellschafter gewährleisten sowie, wann immer ein Gesellschafter eine Vorzugsbehandlung oder einen Anspruch auf eine solche Behandlung erhält, eine Erläuterung dieser Behandlung, die Art der Gesellschafter, die eine solche Vorzugsbehandlung erhalten, sowie gegebenenfalls der rechtlichen oder wirtschaftlichen Verbindungen zwischen diesen Gesellschaftern und der Gesellschaft oder dem AIFM. Näheres regelt das Privat Placement Memorandum der Gesellschaft.

[...]

Über die Ausgabe von Kommanditanteilen der CROWN PREMIUM Master North America entscheidet der General Partner nach eigenem Ermessen.

Der General Partner behält sich das Recht vor, jeden Zeichnungsantrag ganz oder teilweise zurückzuweisen oder jederzeit ohne vorherige Mitteilung die Ausgabe von Anteilen auszusetzen oder eine Zeichnungsverpflichtung herabzusetzen. Zahlungen auf nicht angenommene Zeichnungsanträge wird die Verwahrstelle in solchen Fällen unverzüglich erstatten. Nach Beendigung der Kapitalmaßnahmen im Zusammenhang mit der Beendigung der im Private Placement Memorandum beschriebenen Zeichnungsperioden erfolgt die Ausgabe von Anteilen zum letzten Nettovermögenswert pro Anteil, der jeweils am Stichtag der Entscheidung des General Partners über die Anteilsausgabe vorliegt.

Die Rücknahme von Anteilen auf einseitige Anfrage des Gesellschafters erfolgt nicht. Der General Partner kann jedoch im eigenen Ermessen beschließen, Anteile oder Anteilsbruchteile der CROWN PREMIUM Master North America zurückzunehmen, um ausschüttungsfähige Liquidität bei der Gesellschaft an die Gesellschafter auszuzahlen oder sofern dies aufgrund einer eventuell zwischen CROWN PREMIUM Master North America und/oder einer eventuellen Feeder-Gesellschaft von CROWN PREMIUM Master North America und einem Gesellschafter oder einem Gesellschafter einer eventuellen Feeder-Gesellschaft von CROWN PREMIUM Master North America geschlossenen Nebenabrede erforderlich sein sollte, um ein maximales Haltelimit von Anteilen einzuhalten. Die Entscheidung des General Partners über die Rücknahme ist verbindlich für alle betroffenen Gesellschafter und gilt verhältnismäßig (pro rata) zu ihrem Anteil am Kapital von CROWN PREMIUM Master North America mit Ausnahme der Rücknahme wegen Herabsetzung einer Zeichnungsverpflichtung.

Der Rücknahmepreis entspricht grundsätzlich dem letzten Nettovermögenswert pro Anteil, der zum Stichtag der Entscheidung des General Partners über die Rücknahme vorliegt. Bis einschließlich zum Zeitpunkt des Kapitalabrufs, der im Zusammenhang mit dem Final Closing erfolgt und im Falle einer Anteilsrücknahme bei Herabsetzung eines bei der Zeichnung vereinbarten maximalen Haltelimits, kann der Rücknahmepreis auch dem Ausgabepreis entsprechen. Der General Partner wird die registrierten Gesellschafter über die Entscheidung und den Stichtag zur Rücknahme schriftlich informieren. Die von CROWN PREMIUM Master North America zurückgenommenen Anteile werden in den Büchern von CROWN PREMIUM Master North America annulliert. Der Rücknahmepreis wird in Luxemburg spätestens zwanzig (20) Bankarbeitstage nach dem Beschluss des General Partners über die Rücknahme ausbezahlt.

Das Recht zur Rücknahme von Anteilen durch Entscheidung des General Partners beschränkt nicht die übrigen Möglichkeiten des General Partners bzw. der Generalversammlung ausschüttungsfähige Liquidität von CROWN PREMIUM Master North America an die Gesellschafter auszuzahlen, insbesondere in Form von Ausschüttungen.

Der General Partner kann bis einschließlich der im Zusammenhang mit dem Final Closing stehenden Anteilsausgaben ausgegebene Anteile der Klassen A und B zurücknehmen, um eine gleichmäßig anteilige Inanspruchnahme der Gesellschafter aus ihren Verpflichtungen gegenüber der CROWN PREMIUM Master North America, insbesondere aus den Anteilsübernahme- und Einzahlungsverpflichtungen gemäß der Zeichnungsvereinbarung mit dem Gesellschafter, zu ermöglichen. Auszahlungen aus solchen Rücknahmen lassen die Anteilsübernahme- und Einzahlungsverpflichtungen des betroffenen Gesellschafters gegenüber der CROWN PREMIUM Master North America in Höhe des ausbezahlten Betrags wieder aufleben.

Ungeachtet dessen können Anteile, die von einem Gründungsgesellschafter bei Gründung von CROWN PREMIUM Master North America gezeichnet worden sind, auf dessen Anfrage hin an dem Datum oder um das Datum, an dem

Anteile erstmalig an Gesellschafter ausgegeben werden, zu ihrem Ausgabepreis gemäß den Bestimmungen des Private Placement Memorandum zurückgenommen werden.“

Achter Beschluss

Die Versammlung beschließt, Artikel 12 der Satzung zu ändern und wie folgt neu zu fassen:

„ Art. 12. Verzug mit der Einzahlung des Ausgabepreises; Teil Verzug. [...]“

Der General Partner kann beschließen, sämtliche Anteile des säumigen Gesellschafters gemäß dem oben unter Artikel 10 i) beschriebenen Verfahren zugunsten von CROWN PREMIUM Master North America zurückzukaufen. Im Falle des Rückkaufs verliert der säumige Gesellschafter sämtliche Gesellschafterrechte, insbesondere Stimmrechte, sowie das Recht, an künftigen Kapitaleinzahlungen oder Auszahlungen zu partizipieren.

Übt der General Partner das Recht zum Rückkauf aus, schuldet die Gesellschaft dem säumigen Gesellschafter einen Rückkaufpreis, dessen Gesamthöhe sich wie folgt ermittelt:

[...]

Die Gesellschaft ist auch berechtigt, die Anteile des säumigen Gesellschafters teilweise oder vollständig an Dritte sachkundige Anleger im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes von 2007 zu dem vom General Partner bestimmten Marktpreis zu veräußern.

Zur Durchführung des Verkaufs im Falle des Verzugs ist der General Partner bevollmächtigt, alle erforderlichen Erklärungen abgeben und Handlungen vornehmen zu dürfen (einschließlich der Erteilung entsprechender Untervollmachten), um einen wirksamen Verkauf und eine wirksame Übertragung der Anteile des säumigen Gesellschafters unter Beachtung der Vorschriften zur Übertragung von Kommanditanteilen gemäß Artikel 8 dieser Satzung auf einen Dritten zu bewirken.

[...]

Der General Partner ist schließlich berechtigt, dem säumigen Gesellschafter das Recht zur Übernahme von Anteilen im Rahmen seiner Zeichnungsvereinbarung zu entziehen und alle weiteren Maßnahmen zu ergreifen, um sicherzustellen, dass der säumige Gesellschafter nicht besser steht, als er stünde, wenn er seine Anteilsübernahme- und Kapitaleinzahlungsverpflichtungen bei Fälligkeit erfüllt hätte.

Die Teilfonds „Europe“ und „North America“ der CROWN PREMIUM Private Equity V Europe plus North America S.A., SICAV-FIS und die CROWN PREMIUM V S.C.S Feeder GmbH & Co. KG (die „Feedergesellschaften“) werden ausschließlich errichtet, um Beteiligungen an der CROWN PREMIUM Master North America bzw. der CROWN PREMIUM Master Europe S.C.S, SICAF-SIF einzugehen. Die Höhe der Beteiligung der Feedergesellschaften an der CROWN PREMIUM Master North America hängt von der Höhe der Kapitaleinlagen ab, zu deren Einzahlung sich die Investoren der Feedergesellschaften verpflichten.

[...]

Neunter Beschluss

Die Versammlung beschließt, Artikel 13 der Satzung zu ändern und wie folgt neu zu fassen:

„ Art. 13. Nettovermögenswert. [...]“

Die Verbindlichkeiten der CROWN PREMIUM Master North America umfassen:

- sämtliche Kredite und Forderungen gegen die CROWN PREMIUM Master North America;
- Kosten des Erwerbs, des Haltens und Veräußerns von Vermögenswerten (einschließlich der Kosten, die in diesem Zusammenhang beauftragten Dritten entstehen);
- angefallene und zu zahlende Kosten (einschließlich der Vergütung des AIFM, des Global Distributors, der zentralen Verwaltungsstelle, Beratungskosten, Kosten für die Verwahrstelle); wobei die Kosten des AIFM und des Global Distributors ausschließlich von der Anteilsklasse A zu tragen sind;
- sämtliche Verbindlichkeiten, einschließlich Zahlungsverpflichtungen aus fälligen vertraglichen Verbindlichkeiten und beschlossene, aber noch nicht vorgenommene Auszahlungen;
- vom General Partner genehmigte und angenommene Verpflichtungen der CROWN PREMIUM Master North America;
- sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten der CROWN PREMIUM Master North America.“

Zehnter Beschluss

Die Versammlung beschließt, Artikel 17 der Satzung zu ändern und wie folgt neu zu fassen:

„ Art. 17. Übertragung von Befugnissen. [...]“

Der General Partner kann, wie im Einzelnen im Private Placement Memorandum von CROWN PREMIUM Master North America beschrieben, einen AIFM und Dienstleister für CROWN PREMIUM Master North America bestellen, welche gegenüber CROWN PREMIUM Master North America oder den Gesellschaftern Leistungen erbringen sollen.

[...]

Elfter Beschluss

Die Versammlung beschließt, Artikel 19 der Satzung zu ändern und wie folgt neu zu fassen:

„ **Art. 19. Interessenkonflikte.** [...]

Verträge oder sonstige Transaktionen zwischen CROWN PREMIUM Master North America und einer anderen Gesellschaft bleiben wirksam, auch wenn Mitglieder der Geschäftsführung des General Partners von CROWN PREMIUM Master North America oder des AIFM an dieser anderen Gesellschaft beteiligt sind oder bei dieser anderen Gesellschaft Verwaltungsratsmitglied, Führungskraft oder Mitarbeiter sind.

Mitglieder der Geschäftsführung des General Partners von CROWN PREMIUM Master North America oder des AIFM können als Verwaltungsratsmitglied, Führungskraft oder Mitarbeiter einer anderen Gesellschaft tätig sein und in dieser Funktion mit CROWN PREMIUM Master North America Verträge abschließen oder anderweitig Geschäfte tätigen. In diesen Fällen ist das betreffende Mitglied der Geschäftsführung grundsätzlich nicht daran gehindert, über Angelegenheiten im Zusammenhang mit einem solchen Vertrag bzw. Geschäft zu beraten, darüber abzustimmen oder sonst diesbezüglich für CROWN PREMIUM Master North America tätig zu werden.

[...]

Ein „persönliches Interesse“ eines Mitglieds der Geschäftsführung des General Partners an einer Transaktion von CROWN PREMIUM Master North America besteht jedoch nicht bereits deswegen, weil das Mitglied der Geschäftsführung des General Partners in irgendeiner Rechtsbeziehung zu der Vertragspartei von CROWN PREMIUM Master North America steht. Die vorstehenden Regeln finden überdies keine Anwendung auf Entscheidungen des General Partners, die die laufende Geschäftsführung von CROWN PREMIUM Master North America unter gewöhnlichen Bedingungen betreffen.

In jedem Fall setzt der AIFM, bevor er eine Transaktion für die Gesellschaft tätigt, die Gesellschafter unmissverständlich über die allgemeine Art bzw. die Quellen der Interessenkonflikte in Kenntnis, falls die vom AIFM zur Ermittlung, Vorbeugung, Beilegung und Beobachtung von Interessenkonflikten getroffenen organisatorischen Vorkehrungen nicht ausreichen, um nach vernünftigen Ermessen zu gewährleisten, dass das Risiko einer Beeinträchtigung von Interessen der Gesellschafter vermieden wird.

[...]

Zwölfter Beschluss

Die Versammlung beschließt, Artikel 20 der Satzung zu ändern und wie folgt neu zu fassen:

„ **Art. 20. Freistellung.** Die Gesellschaft stellt den General Partner, den AIFM, die LGT Capital Partners AG, die SOLUTIO AG, deren verbundene Unternehmen, deren Gesellschafter, Angestellte, Geschäftsführer, Vorstände, Leitungs- und Gremienmitglieder sowie von ihnen im Zusammenhang mit ihrer Tätigkeit für die Gesellschaft beauftragte Dritte (zusammen die „Freistellungsberechtigten“), vollumfänglich von jeder unmittelbaren oder mittelbaren Inanspruchnahme, Haftung, Verlust oder Schaden frei, die den Freistellungsberechtigten im Zusammenhang mit oder aus ihrer Tätigkeit für die Gesellschaft erwachsen können. Dabei eingeschlossen sind sämtliche Kosten und Aufwendungen des Freistellungsberechtigten.

[...]

Dreizehnter Beschluss

Die Versammlung beschließt, Artikel 21 der Satzung zu ändern und wie folgt neu zu fassen:

„ **Art. 21. Generalversammlung.** [...]

Sofern sämtliche Gesellschafter anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß eingeladen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Generalversammlung ohne schriftliche Einladung stattfinden.

Auf der Generalversammlung werden lediglich solche Vorgänge behandelt, welche in der Tagesordnung enthalten sind, wobei die Tagesordnung sämtliche gesetzlich erforderlichen Vorgänge enthalten wird.

[...]

Ein Gesellschafter kann sich bei jeder Generalversammlung durch eine schriftliche Vollmacht an eine andere Person oder Unternehmen (z. B. Verwahrstelle), welche kein Gesellschafter sein muss, vertreten lassen.

[...]

Vierzehnter Beschluss

Die Versammlung beschließt, Artikel 22 der Satzung zu ändern und wie folgt neu zu fassen;

„ **Art. 22. Verwahrstelle.** In dem gesetzlich erforderlichen Umfang werden CROWN PREMIUM Master North America und der AIFM einen Verwahrstellenvertrag mit einer luxemburgischen Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor, in seiner jeweils gültigen Fassung und in Übereinstimmung mit Artikel 33 des Gesetzes von 2007 und Artikel 19 Abs. 2 des Gesetzes von 2013 (die „Verwahrstelle“) abschließen.

Die Verwahrstelle wird die Pflichten erfüllen und die Verantwortung übernehmen, wie dies gemäß den anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen, insbesondere dem Gesetz von 2007 und dem Gesetz von 2013 und der delegierten Verordnung (EU) 231/2013 der Kommission vom 19. Dezember 2012 zur Ergänzung der Richtlinie 2011/61/EU des Europäischen Parlaments und des Rates und dem Verwahrstellenvertrag vorgesehen ist und ausschließlich im Interesse der Gesellschafter handeln. Insbesondere beinhaltet dies:

- Geld in Geldkonten zu halten und Geldströme zu beobachten;
- verwahrfähige Finanzinstrumente für die Gesellschaft zu verwahren;
- die Eigentümerüberprüfung und Buchhaltungspflichten im Hinblick auf sonstige Vermögenswerte der Gesellschaft;
- die Durchführung von Beobachtungs- und Prüfungsaufgaben.

Sofern das Recht eines Drittstaates dies erfordert, dass bestimmte Finanzinstrumente durch eine örtliche Einrichtung verwahrt werden und keine örtliche Einrichtung vorhanden ist, die die Anforderungen an die Delegation von Aufgaben der Verwahrstelle nach dem Gesetz von 2013 erfüllt, ist die Gesellschaft ausdrücklich dazu befugt, die Verwahrstelle schriftlich aus ihrer Verantwortung im Hinblick auf die Verwahrung solcher Finanzinstrumente für den Fall zu entlassen, dass die Verwahrstelle von der Gesellschaft oder dem AIFM angewiesen wurde, die Verwahrung solcher Finanzinstrumente an eine solche lokale Einrichtung zu delegieren und unter der Voraussetzung, dass die Bedingungen des Artikel 19 Abs. 14 des Gesetzes von 2013 erfüllt sind.

Sowohl die Verwahrstelle als auch CROWN PREMIUM Master North America sind berechtigt, die Verwahrstellenbestellung jederzeit im Einklang mit dem Verwahrstellenvertrag zu kündigen. In diesem Fall wird der General Partner gemeinsam mit dem AIFM alle Anstrengungen unternehmen, um mit Genehmigung der Commission de Surveillance du Secteur Financier (die „CSSF“) eine andere Bank zur Verwahrstelle zu bestellen. Bis zur Bestellung einer neuen Verwahrstelle wird die bisherige Verwahrstelle zum Schutz der Interessen der Gesellschafter ihren Pflichten als Verwahrstelle vollumfänglich nachkommen.“

Fünfzehnter Beschluss

Die Versammlung beschließt, Artikel 23 der Satzung zu ändern, welcher von nun an wie folgt lauten soll:

„ **Art. 23. Wirtschaftsprüfer.** Die Rechnungsdaten im Jahresbericht der CROWN PREMIUM Master North America, erstellt gemäß Artikel 20 Abs. 2 und 3 des Gesetzes von 2013, bestehend u. a. aus Bilanz, einer nach Erträgen und Aufwendungen für das jeweilige Geschäftsjahr gegliederten Rechnungslegung sowie einem Bericht über die Geschäftstätigkeit im abgelaufenen Geschäftsjahr, werden gemäß den Vorschriften für Kapitalgesellschaften erstellt und durch einen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises agréé) geprüft, welcher von der Generalversammlung ernannt und von CROWN PREMIUM Master North America bezahlt wird.

[...]“

Sechzehnter Beschluss

Die Versammlung beschließt, Artikel 25 der Satzung zu ändern, welcher von nun an wie folgt lauten soll:

„ **Art. 25. Auszahlungen.** [...]

Die Auszahlung ausschüttungsfähiger Liquidität kann durch den General Partner oder die Generalversammlung entsprechend den nachfolgenden Bestimmungen unter Berücksichtigung der weiteren Regelungen im Private Placement Memorandum, insbesondere in Bezug auf die Erfolgsbeteiligung der Anteilklassen C, beschlossen werden. Entscheidungen über die Auszahlung des jährlichen Ertrags bedürfen der Beschlussfassung der Generalversammlung der Gesellschafter. Der General Partner kann jedoch in eigenem Ermessen Zwischenauszahlungen im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen vornehmen, ohne dass es einer vorherigen Beschlussfassung der Generalversammlung bedarf.

Die Auszahlung ausschüttungsfähiger Liquidität kann unabhängig von realisierten oder unrealisierten Verlusten oder Gewinnen erfolgen, vorausgesetzt, dass nach der Auszahlung die Nettovermögenswerte der Gesellschaft das Mindestkapital gemäß Artikel 6 dieser Satzung weiterhin überschreiten.

Insofern Auszahlungen ausschüttungsfähiger Liquidität Kapitalrückführungen beinhalten, werden diese vom General Partner beschlossen und ausgeführt. Im Übrigen müssen nach der Auszahlung die Nettovermögenswerte der Gesellschaft das Mindestkapital gemäß Artikel 6 der Satzung weiterhin überschreiten.

Der General Partner ist berechtigt, in Übereinstimmung mit den näheren Bestimmungen des Private Placement Memorandums, ausschüttungsfähige Liquidität an die Gesellschafter vorläufig, unter dem Vorbehalt der Wiedereinzahlung bei der Gesellschaft auszuzahlen. Entsprechende Auszahlungen durch die Gesellschaft erhöhen die noch abrufbaren Kapitalzusagen der Gesellschafter wieder und können von den betroffenen Gesellschaftern erneut im Rahmen der Ausgabe von Anteilen der Gesellschaft abgerufen werden.

[...]

Siebzehnter Beschluss

Die Versammlung beschließt, Artikel 27 der Satzung zu ändern und wie folgt neu zu fassen:

„ **Art. 27. Liquidation.** [...]

Nach Begleichung aller Verbindlichkeiten wird der Liquidationserlös unter den Gesellschaftern gemäß den Bestimmungen des Private Placement Memorandums verteilt. Die Ausschüttung von Sachwerten ist bei Vorliegen der in Artikel 25 dieser Satzung bestimmten Voraussetzungen zulässig. Der Liquidationserlös, der von Gesellschaftern nach Abschluss der Liquidation nicht eingefordert wurde, verbleibt bei der Verwahrstelle während des gesetzlich vorgeschriebenen Zeitraums und wird anschließend bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt; nach 30 Jahren verfällt der Liquidationserlös.“

Achtzehnter Beschluss

Die Versammlung beschließt, Artikel 28 der Satzung zu ändern und wie folgt neu zu fassen:

„ **Art. 28. Änderung der Satzung und des Private placement Memorandums.** [...]

Soweit nicht ausdrücklich abweichend geregelt, kann die Satzung und/oder das Private Placement Memorandum, mit Ausnahme von Kapitalerhöhungen oder Herabsetzungen, welche durch die Handlungen des General Partner erfolgen, durch Beschluss der Generalversammlung unter Einhaltung eines Anwesenheitsquorums von mindestens der Hälfte des Gesellschaftskapitals und einer Mehrheit von mindestens zwei Drittel der abgegebenen Stimmen sowie der ausdrücklichen Zustimmung des General Partners geändert werden.

[...]“

Neunzehnter Beschluss

Zuletzt beschließt die Versammlung, Artikel 30 der Satzung zu ändern und wie folgt neu zu fassen:

„ **Art. 30. Anwendbares Recht.** Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Fragen werden durch die Bestimmungen des Gesetzes von 1915 des Gesetzes von 2007 und des Gesetzes von 2013 einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen der jeweiligen Gesetze geregelt.“

Zustimmung des General Partners

Der General Partner stimmt den vorstehend beschlossenen Änderungen der Satzung ausdrücklich zu.

Unterzeichnet am 23. März 2015 in Luxemburg durch die Gesellschafter gemäß der Anwesenheitsliste.

Die Vollmachten werden nach Unterzeichnung und Paraphierung ne varietur dem vorliegenden Dokument als Anlage beigefügt.

*Anwesenheitsliste der außerordentlichen
Generalversammlung vom 23. März 2015*

| Gesellschafter | Anzahl der Anteile | Unterschrift Gesellschafter/ Bevollmächtigter |
|---|--|---|
| CROWN PREMIUM General Partner S.à r.l. | 1 General Partner-Anteil | |
| CROWN PREMIUM V SCS Feeder GmbH & Co. KG | 166.100 Kommanditanteile der Anteilsklasse A | |
| CROWN PREMIUM Private Equity V Europe plus North America S.A., SICAV-FIS, Teilfonds North America | 330.930 Kommanditanteile der Anteilsklasse B | |
| Rainer de Backere | 218 Kommanditanteile der Anteilsklasse B | |
| Wolf von Wrede | 545 Kommanditanteile der Anteilsklasse B | |
| SOLUTIO AG Anlagekonzepte für Institutionen | 88 Kommanditanteile der Anteilsklasse B | |
| LGT Capital Partners (Ireland) Limited | 85 Kommanditanteile der Anteilsklasse C | |
| SOLUTIO Partners II GmbH & Co. KG | 15 Kommanditanteile der Anteilsklasse C | |
| Total | 1 General Partner-Anteil 166.100 Kommanditanteile der Anteilsklasse A 331.781 Kommanditanteile der Anteilsklasse B 100 Kommanditanteile der Anteilsklasse C | |

Unterschriften

Vorsitzender / Schriftführer / Stimmzählerin

Référence de publication: 2015046968/397.

(150053442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2015.

Fondation Luxembourg-El Salvador, Etablissement d'Utilité Publique.

Siège social: L-6671 Mertert, 30, rue Jean-Pierre Beckius.

R.C.S. Luxembourg G 3.

Bilan au 31 décembre 2014

| Actif | | Passif | |
|-----------------------------|-----------------------|----------------------------------|-----------------------|
| Actif immobilisé | 280.000,00 | Capital initial | 125.000,00 |
| Comptes bancaires | 1.156.742,73 | Report | 1.560.107,02 |
| | | Résultat de l'exercice | -250.664,29 |
| | | Dettes | 2.300,00 |
| | <u>€ 1.436.742,73</u> | | <u>€ 1.436.742,73</u> |

Compte résultats exercice 2014

| | |
|---|---------------------|
| Recettes | |
| Dons reçus | 343.510,71 |
| Cofinancement MAE projets | 112.500,00 |
| Divers | 34.921,30 |
| Intérêts bancaires | 6.983,01 |
| Déficit de l'exercice | 250.664,29 |
| | <u>€ 748.579,31</u> |
| Dépenses | |
| Fondation La Sagrada Familia | 133.233,39 |
| Casa Madre de la Misericordia | 43.445,89 |
| Subvention étudiants | 54.880,19 |
| Population en détresse | 64.841,95 |
| Projet Usulutàn | 220.867,24 |
| Projet Casas de salud | 133.296,65 |
| Projets divers | 42.845,00 |
| Frais de fonctionnement | 12.030,87 |
| Divers | 43.138,13 |
| | <u>€ 748.579,31</u> |

Projet de budget 2015

| | |
|---|---------------------|
| Recettes | |
| Dons | 330.000,00 |
| Cofinancements | 319.000,00 |
| Divers | 26.200,00 |
| Intérêts bancaires | 5.000,00 |
| Déficit de l'exercice | 153.000,00 |
| | <u>€ 833.200,00</u> |
| Dépenses | |
| Fondation La Sagrada Familia | 22.000,00 |
| Casa Madre de la Misericordia | 43.500,00 |
| Subvention étudiants | 52.000,00 |
| Population en détresse | 80.000,00 |
| Projets | 564.000,00 |
| Frais de fonctionnement | 31.700,00 |
| Réserve spéciale | 40.000,00 |
| | <u>€ 833.200,00</u> |

Roland Milbert / Nico Margue

Le président / Le trésorier

Référence de publication: 2015046418/52.

(150052880) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2015.